

FÊTES NATIONALES

Le Président Bouteflika félicite le Président de la République d'Arménie et le Président de la République de Malte

P. 24

INVESTITURE DU PRÉSIDENT MALIEN :

Ouyahia à Bamako pour représenter le Président Bouteflika

P. 24

ALGÉRIE-LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE

Une délégation de la Ligue islamique mondiale en visite en Algérie

P. 6

ALGÉRIE-ÉTATS UNIS

Antiterrorisme : L'Algérie resserre l'étau sur les groupes terroristes dans la région

L'Algérie a intensifié en 2017 la sécurisation de ses frontières, maintenant la pression sur les groupes terroristes opérant dans la région, a indiqué le département d'Etat qui évoque "une forte mobilisation" en faveur de la paix et la sécurité régionales. "L'Algérie a poursuivi des efforts significatifs pour prévenir l'activité terroriste à l'intérieur de ses frontières", relève le département d'Etat dans son rapport 2017 sur le terrorisme dans le monde, publié à Washington. P. 24



PARTIS

Messahel : «La diplomatie menée par le GPRA révolutionnaire et moderne»

P. 4

RENTREE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 2018-2019 :

UNE OFFRE DE 400.000 POSTES

P. 3

Gaïd Salah installe demain le Commandant de la 3^e Région militaire à Béchar

P. 5



SANTÉ

STRESS : Les sports qui défoulent

Lorsque nous sommes stressés, des substances énergétiques sont déversées dans la circulation sanguine que notre organisme utilise bien... si l'on est actif ! Voici des programmes simples pour évacuer les tensions, à exécuter en alternance si possible.

Pp 12-13

FOOTBALL

ALGÉRIE :

Kheïreddine Zetchi : «Belmadi sera aussi l'entraîneur de la sélection des joueurs locaux»

► «L'USM Bel-Abbès risque gros pour avoir fait "faux bond" à la FAF»

P. 21

OPEP-NON OPEP :

La 10^e réunion ministérielle de suivi de l'accord de réduction demain à Alger

P. 7

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Découverte d'une cache d'armes à Tamanrasset

► 6 narcotrafiquants interceptés et saisie de quantités importantes de drogue dure dans plusieurs wilayas

P. 5

MOUDJAHIDINE Zitouni aujourd'hui et demain à Constantine

Le ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, effectuera aujourd'hui et demain, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Constantine. Au cours de

cette visite, le ministre présidera la cérémonie de commémoration du 62e anniversaire de la mort au combat du chef de la Wilaya II historique, Zighoud Youcef.



Horaire des prières

Vendredi 11- Samedi 12 Moharam 1440

| | |
|---------|-------|
| Fajr | 05:02 |
| Dohr | 12:41 |
| Asr | 16:08 |
| Maghreb | 18:49 |
| Isha | 20:09 |



JEUNESSE ET SPORTS Hattab à Biskra

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Mohamed Hattab, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection.

Durant cette visite, le ministre inspectera plusieurs structures relevant de son département ministériel.



AUJOURD'HUI À L'UNIVERSITÉ DE SÉTIF 10^e Journée internationale d'infectiologie



Le service des maladies infectieuses du CHU de Sétif, organise aujourd'hui à l'amphithéâtre de l'université Ferhat Abbas (Sétif-1), la 10e journée internationale d'infectiologie, placée sous le thème «Infections du système nerveux central».

RESSOURCES EN EAU Necib à Alger

Dans le cadre du suivi des projets de son secteur, le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Alger. Le ministre inspectera plusieurs projets relevant de son secteur.



INDUSTRIE ET MINES Yousfi mardi à Batna



Le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Youcef Yousfi, effectuera les 24 et 25 septembre ; une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Batna.

PARTI FLN Réunion des SG des Mouhafdas et présidents des commissions de transition

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), M. Djamel Ould Abbas, présidera ce matin à partir de 10h à l'hôtel Moufflon d'Ord, les travaux de la réunion des secrétaires des Mouhafadhas et présidents des commissions de transition.

AUJOURD'HUI À ORAN Conférence régionale des cadres de l'Ouest de l'ANR

Le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), présidera ce matin à partir de 9h30 à l'hôtel Les Ambassadeurs d'Oran, une conférence régionale des cadres de l'Ouest.



Météo



| | Max | Min |
|-------------|-----|-----|
| Alger | 26° | 19° |
| Oran | 29° | 19° |
| Annaba | 25° | 21° |
| Béjaïa | 24° | 17° |
| Tamanrasset | 36° | 25° |

CINÉMATÈQUE DE TIZI-OUZOU Projection du film «Histoires sans ailes»

Le film «Histoires sans ailes», sera projeté cet après-midi à partir de 15h à la cinémathèque de Tizi-Ouzou en présence du réalisateur M. Amar Tribeche.



CE MATIN À ZÉRALDA Assises sociales du FFS

Sous le thème «L'Etat social démocratique promesse, du 1er Novembre 1954», le parti du Front des forces socialistes (FFS), tiendra ses assises sociales, ce matin à partir de 9h30, à la mutuelle des travailleurs de la construction de Zéralda.



LE 29 SEPTEMBRE À EL BIAR Conférence sur : «La surveillance de la prescription médicamenteuse chez la personne âgée»

A l'occasion de la Journée mondiale des personnes âgées (1er octobre), la Société des auxiliaires médicaux algériens (SAMA), organise samedi 29 septembre à partir de 9h à la villa du traité El Biar EPH Birtraria Alger, une conférence sur la surveillance de la prescription médicamenteuse chez la personne âgée (iatrogénie), animée par le Dr Djamel Adane, gériatre au SSR de Nîmes (France).

AUJOURD'HUI À L'HÔTEL MERCURE Célébration de la Journée mondiale du lymphome



A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du lymphome, l'association nationale d'aide aux cancéreux «Nour Doha» et le laboratoire pharmaceutique «Roche», organisent samedi 22 septembre à partir de 9h, à l'hôtel Mercure, une rencontre scientifique, animée par la Pr Oukid présidente de l'association nationale des hématologues et la Pr Boudjerra présidente du comité national du lymphome.

AUJOURD'HUI AU COMPLEXE CULTUREL DE CHENOUA Vernissage de l'exposition de «Amel Mihoub» et «Ouiza Achab»

L'Office national de la culture et de l'information (ONCI), organise aujourd'hui à partir de 14h30 au complexe culturel de Chenoua (Tispasa), le vernissage de l'exposition des artistes Amel Mihoub et Ouiza Achab.



LES 27 ET 28 SEPTEMBRE À SÉTIF 7^{es} journées nationales de néphrologie

L'Association JMS et SANDT, le service néphrologie dialyse du CHU de Sétif et la faculté de médecine de l'université Ferhat Abbas (Sétif 1), organisent les 27 et 28 septembre, les 7es journées nationales de néphrologie, placées sous le thème «Rein et maladie de système».

RENTÉE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 2018-2019: Une offre de 400.000 postes

Quelque 400.000 postes de formation, couvrant 23 branches professionnelles, sont proposés dans près de 1.300 établissements publics répartis à travers tout le territoire national, à l'occasion de la rentrée, demain, de la formation et de l'enseignement professionnels, un secteur dont le rôle intégrateur, tant économique que social, s'affirme d'année en année.

Comparativement à l'année passée, 67 nouveaux établissements entreront en fonction, parmi lesquels 13 instituts nationaux spécialisés (INSFP), 24 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) et 3 instituts de l'enseignement professionnel (IEP).

L'ensemble de ces établissements seront encadrés par plus de 28.000 enseignants-formateurs. Plus de 200 nouveaux équipements technico-pédagogiques sont, en outre, en cours de réception ou d'acquisition dans les ateliers de formation, dont 88 sections d'équipements devant être fonctionnelles avant la fin de l'année.

En matière d'offre de formation, 478 spécialités sont proposées aux demandeurs de formation, dont 54 nouvelles pour l'année 2018, sanctionnées par des diplômés d'Etat. Une nouvelle branche, Art, Culture et Patrimoine, a été introduite, dans la nomenclature des branches professionnelles.

Selon le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, qui va donner à partir de Relizane le coup d'envoi officiel de la rentrée 2018/2019 du secteur de la formation professionnelle, près de 450.000 jeunes quittent, annuellement, l'enseignement général classique sans diplômes ni qualifications et, chaque année,



quelque 300.000 candidats qui échouent à l'examen du baccalauréat s'orientent vers des instituts de formation professionnelle.

Durant tout l'été, une campagne de communication en direction des jeunes a été menée, en collaboration avec plusieurs ministères et organismes, pour les informer des conditions d'inscriptions aux différents diplômes et certificats, à savoir les filières et spécialités ouvertes et leur localisation, ainsi que les possibilités d'internat. Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels estime que la communication doit être une action «permanente», pour intensifier l'information sur les spécialités, vulgariser les modes et dispositifs de la formation professionnelle et la nouvelle organisation du cursus de l'enseignement professionnel. L'intérêt pour les filières de formation considérées prioritaires a augmenté de

façon graduelle ces dernières années. Selon des données du ministère, les spécialités de l'industrie représentent 25,40% de l'offre globale en 2018, alors qu'elles ne dépassaient pas 22,7% pour la session de septembre 2017.

La filière hôtellerie, tourisme et artisanat représente, quant à elle, 15,69% de l'offre globale et le BTP 12,41%. Les nouvelles règles sur l'apprentissage permettront, d'autre part, et conformément aux objectifs fixés, d'atteindre, en 2019, la formation en apprentissage de 60% des inscrits à un diplôme. Dans ce cadre, plus de 120.000 postes d'apprentis sont déjà programmés pour la rentrée de septembre et «ce chiffre peut être revu à la hausse en cas de besoins, grâce au partenariat qui se renforce avec le monde économique», a indiqué le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels

s'attelle à «prendre en charge les besoins en ressources humaines nécessaires au fonctionnement de l'entreprise et du développement économique et à répondre à la demande sociale de formation professionnelle aux côtés des autres segments du système éducatif national», a souligné M. Mebarki. Il a ajouté que la qualité et la promotion du partenariat avec l'environnement socio-économique sont considérées comme un critère de performance dans le management des établissements de la formation professionnelle, rappelant que plus de 13.000 conventions de partenariat ont été signées entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et le secteur économique depuis 2008 et ont permis la formation de 650.000 travailleurs.

Cette démarche de partenariat est renforcée par des organes de concertation, réorganisés et mis en place au cours de l'année 2018: au niveau national, un Conseil de partenariat de la formation et de l'enseignement professionnels et, au niveau local, des commissions de partenariat de wilaya.

La coordination et la concertation avec l'environnement socioéconomique sont considérées comme un axe majeur de la politique du secteur pour une «meilleure adéquation des formations aux réalités du pays».

DIPLOMATIE «10 ans avec le diplomate, le politique et l'intellectuel», un témoignage sur le parcours de Boualem Bessaïh

«Boualem Bessaïh: Dix ans avec le diplomate, le politique et l'intellectuel», est un livre qui vient de paraître aux éditions de l'ANEP et qui retrace une partie du parcours de celui qui fut tout à la fois durant sa vie (1930-2016) militant du mouvement national, diplomate et homme politique et de lettres. Dans la préface de son livre paru en langue française (la version en langue arabe avait été éditée l'année dernière), l'auteur, Brahim Romani, cadre supérieur au ministère des Affaires étrangères, indique que son ouvrage se veut un témoignage sur des aspects de l'œuvre de cette personnalité sous la direction de laquelle il a travaillé durant dix années en sa qualité d'ambassadeur d'Algérie au Maroc, de 2002 à 2005, puis de président du Conseil constitutionnel, de 2006 à 2012. L'auteur note, d'emblée, que Boualem Bessaïh, a été une «personnalité de premier ordre» dans le système politique algérien, au regard des diverses hautes fonctions qu'il a eu à assumer, aussi bien durant la guerre de Libération qu'après le recouvrement de l'indépendance nationale. Mettant en exergue sa stature d'homme d'Etat, Brahim Romani relève que Boualem Bessaïh, a eu à servir l'Etat algérien sous le règne de toutes les présidences de la République, d'Ahmed Ben Bella, Houari Boumediène, Chadli Bendjedid, Liamine Zeroual, à Abdelaziz Bouteflika. Le livre est constitué de textes qui associent des informations, des observations, des faits et des événements dont l'auteur a eu connaissance ou qu'il a vécus comme acteur ou comme témoin. Certains de ces événements sont étayés de dates et de références, alors que d'autres représentent «des témoignages et des discussions privées qu'il a eus avec Boualem Bessaïh tout au long de 14 années de relations de travail et d'amitié».

Comme ambassadeur à Rabat, Boualem Bessaïh a déployé des «efforts considérables pour établir des passerelles de communication et de confiance avec les responsables marocains, s'appuyant sur ses bonnes relations personnelles et sur le respect que ces responsables lui vouaient». «Il a tout fait pour relever le défi de réaliser des résultats positifs, conscient de l'importance que revêtait le nouveau contexte politique dans les deux pays, issu de l'élection du président Abdelaziz Bouteflika, le 5 avril 1999, et de l'intronisation du Roi Mohamed VI, le 23 juillet 1999», a noté l'auteur, évoquant une «opportunité exceptionnelle qui augurait d'une étape prometteuse, au regard de la forte détermination qui animait l'Algérie et de la sincère volonté qu'avait le président Bouteflika de relancer les relations avec le Maroc et de construire un grand Maghreb arabe, fondé sur la fraternité, le bon voisinage, le respect mutuel et la coopération fructueuse». Au sein du Conseil constitutionnel, Bessaïh était animé de la «volonté de faire évoluer et de développer la jurisprudence (...) dans son action de régulation de l'activité normative» et accordait un «grand intérêt» à l'activité scientifique, dans l'objectif de permettre au Conseil de «contribuer à la diffusion de la culture juridique constitutionnelle et la vulgarisation des valeurs de la citoyenneté».

Le livre contient, dans sa dernière partie, des échantillons des poèmes de Boualem Bessaïh, publiés pour la première fois, et que l'auteur a «choisis de son dernier projet poétique (manuscrit, laissé sans titre)». Ils sont accompagnés de la copie correspondante des poèmes, écrits de la main de feu Bessaïh, «avec cette plume prodigieuse qui sculpte les mots comme si son propriétaire peignait des tableaux superbes», écrit celui qui se présente en tant que «disciple» de Boualem Bessaïh, sans se départir d'une approche objective. Docteur en littérature arabe moderne, Brahim Romani est l'auteur de onze publications en littérature, culture et idéologie.

VIOLENCE CONTRE LA FEMME

Le ministère de la Solidarité organise la 4^e édition du Prix national de lutte contre la violence à l'égard des femmes

Le ministère de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme a annoncé l'organisation de la 4^e édition du Prix national de lutte contre les violences faites aux femmes qui sera consacrée cette année au meilleur travail associatif en matière de lutte contre la violence faite aux femmes.

Le prix de cette année a été consacré à la «meilleure campagne de sensibilisation et travail de prise en charge des associations dans le domaine de la lutte contre la violence à l'égard des femmes durant les années 2017 et 2018», a précisé le communiqué du ministère. La date limite de dépôt des demandes

de participation est fixée pour le 15 octobre, a ajouté la source, indiquant que ce concours est ouvert à toutes les associations nationales et locales agréées activant dans le domaine de la protection et de la promotion de la femme. Le retrait du formulaire de candidature doit se faire sur le site électronique du ministère : www.msnfcf.gov.dz selon des conditions déterminées et le dossier doit être déposé à l'adresse suivante : Route nationale N01, les vergers, Bir-khadem, Alger.

Selon les conditions du Prix, les associations souhaitant participer, doivent soumettre un seul travail pour

la candidature et que le candidat n'a pas déjà participé aux éditions précédentes de ce prix, et le travail soumis n'a pas déjà obtenu un prix. Ce travail doit être présenté en sept (7) exemplaires sur papier et CD. A noter que le ministère de la Solidarité nationale avait mis en place, en 2015, un Prix national de lutte contre la violence faite aux femmes afin d'encourager les différentes œuvres contribuant à la sensibilisation et à la prise de conscience dans le domaine de la lutte contre cette forme de violence.

Cette initiative vise à «renforcer les efforts consentis par le gouvernement en matière de sensibilisation aux

dangers de ce phénomène multidimensionnel» à travers l'adoption, en 2007, d'une stratégie nationale de lutte contre toutes formes de violence contre les femmes aussi bien au sein de la famille qu'en milieu professionnel.

Pour rappel, l'Algérie s'était engagée, en 2013, à respecter les 16 recommandations de l'ONU relatives à la consécration du principe d'égalité homme/femme.

La loi modifiant et complétant le Code pénal, adoptée en mars 2015 par les deux chambres du Parlement, prévoit également de nouvelles mesures inhérentes à la protection de la femme contre toutes formes de violence.

ACHOURA

Benhabyles : L'action humanitaire algérienne «est profondément ancrée dans l'histoire et jouit de la reconnaissance et de l'estime» de la Communauté humanitaire internationale

La présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Saïda Benhabyles, a affirmé, jeudi à Alger, que l'action humanitaire en Algérie «est enracinée dans l'histoire et jouit même de reconnaissance et estime» auprès de la Communauté humanitaire internationale.

Dans une déclaration à la presse lors de sa supervision d'un dîner organisé en l'honneur des familles syriennes résidentes au Centre d'accueil de Sidi Frej à l'occasion de l'Achoura, Mme Benhabyles a indiqué que «l'action humanitaire en Algérie est profondément enracinée dans l'histoire, à pour référence, le pro-

secteur de l'humanité, l'Emir Abdelkader et jouit même de la reconnaissance et de l'estime auprès de la Communauté humanitaire internationale».

Elle a cité, à ce propos, «le Trophée du Chevalier de l'Humanitaire décernée par la Communauté humanitaire internationale, en 2016, au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion de sa réunion à Alger, pour la célébration de la Journée mondiale du Croissant-Rouge». Mme Benhabyles a, par ailleurs, souligné que le repas organisé par le CRA entre dans le cadre des «traditions du CRA pour la célébration

des fêtes religieuses (Achoura)». Ce repas, poursuivit Mme Benhabyles, coïncide «avec le retour d'une famille syrienne qui résidait au Centre d'accueil de Sidi Frej pour les réfugiés, vers sa partie la Syrie, sur décision libre de cette famille, démontrant, ainsi, le retour de la sécurité et de la stabilité en Syrie».

«Nous ne les considérons pas comme des réfugiés, mais des hôtes de l'Algérie qui ne les considère non plus comme un fardeau», a affirmé Mme Benhabyles concernant les familles syriennes résidant en Algérie. Et d'ajouter «La famille syrienne n'était pas la première à avoir

annoncé son retour à sa patrie. Cinq familles qui résidaient au centre de la wilaya de Mascara et qui ont été aidées par le CRA, en avaient fait de même».

«L'Algérie, à travers le CRA, n'a pas jamais manqué à prendre en charge ces familles et répond même à leur demande de retour, tout en prenant en compte sur leur décision volontaire et libre, a-t-elle affirmé avant d'ajouter que, «de ce fait, l'Algérie se solidarise avec ces familles en prenant en charge les frais du voyage».

Le mouvement El-Bina propose au front El Moustakbal l'initiative d'unification des partis politiques

Les grandes lignes de l'initiative politique proposée par le mouvement El-Bina portant «unification des composantes de la scène politique nationale» étaient au cœur de la rencontre tenue, mercredi, entre le président du mouvement Abdelkader Bengrina, et son homologue du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid.

Cette initiative, lancée par le mouvement El-Bina depuis 4 mois, vise à «mettre en place une plate-forme pour consacrer l'éthique de l'action politique et unifier les acteurs sur la scène politique, dans le but de former des alliances ayant une feuille de route claire visant la protection de l'Algérie contre tous les dangers internes et externes qui la guettent».

M. Bengrina a indiqué que son initiative avait été «favorablement accueillie» par la majorité des partis politiques contactés par sa formation, ce qui confirme «la convergence des approches de tous les acteurs politiques lorsqu'il s'agit de l'intérêt général du pays», a-t-il précisé.

Le président du front El Moustakbal a fait savoir, pour sa part, qu'il avait échangé avec le président du mouvement El-Bina les vues sur la conjoncture que connaît l'Algérie, soulignant l'existence «de dénominateurs communs» entre les deux partis concernant les défis de l'heure, insistant sur «l'impératif de chercher un terrain d'entente pour aboutir à des solutions appropriées aux problèmes politiques et économiques soulevés». Le débat autour de cette initiative, a-t-il précisé, se poursuivra à l'issue du congrès national du front El Moustakbal, prévu pour le 28 septembre.

MSP: Le consensus national, solution idoine face aux défis de l'heure

Le Mouvement de la Société pour la Paix (MSP) a affirmé, mercredi, que «le consensus national» demeurerait la solution «la plus efficace» pour faire face aux différents défis que connaît le pays, exprimant sa volonté de poursuivre la proposition de son initiative pour un consensus national auprès de la société civile et des citoyens à travers un travail de proximité local.

A l'issue de la réunion tenue par son bureau exécutif présidée par Abderrazak Makri, le MSP a précisé qu'il distribuerait son initiative de consensus national en version écrite auprès de la société civile à travers un travail de proximité local populaire à l'ensemble des partis politiques, des associations et des personnalités, a indiqué un communiqué du parti.

Le MSP a souligné, selon la même source, que le consensus national est «le moyen le plus efficace pour l'ensemble des Algériens notamment dans des circonstances marquées une crise multidimensionnelle, mettant en garde «contre les répercussions que pourrait avoir la crise politique et économique sur la classe sociale». Le parti a, également, invité à la promotion de la langue amazighe, souhaitant que la transcription de cette langue ne soit pas en caractère latin, et affirmant, par ailleurs, que le maintien des composantes de l'identité nationale «incombe à l'Etat avant tout».

APS

PARTIS

Messahel : «La diplomatie menée par le GPRA révolutionnaire et moderne»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a qualifié, mercredi à Alger, la diplomatie conduite par le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) de «révolutionnaire» et «moderne» ayant habilité l'Algérie à devenir «un acteur influent» dans la défense des principes fondateurs de la justice et de la stabilité.

Lors d'une communication présentée à l'occasion de la célébration par le parti du Front de libération nationale (FLN), du 60e anniversaire de création du GPRA, M. Messahel a indiqué que «la diplomatie menée par le GPRA était une diplomatie révolutionnaire mais elle avait, en même temps, les caractéristiques de la diplomatie moderne, en ce sens où elle était basée sur une évaluation minutieuse des objectifs et des moyens et une gestion efficace et efficiente de l'équation (faible-fort) dans la lutte contre les forces coloniales et le positionnement dans la balance des forces au niveau international. Cette voie a permis «l'élaboration d'une approche claire et le développement et la mise en œuvre de la politique extérieure de l'Algérie indépendante» outre «l'approche stratégique qui a permis à l'Algérie d'être et de rester, encore aujourd'hui, un acteur influent dans la défense des principes fondateurs de la justice et de la stabilité et la cohérence de l'ordre international, en particulier le principe du droit des peuples à l'autodétermination» ainsi que «la politique de formation qui a permis l'émergence d'une véritable école de diplomatie nationale». Rappelant que la mise en place du GPRA, le 19 septembre 1958, a été «un impératif» avec l'évolution de la lutte de libération nationale et l'accroissement de «son écho» au plan international à la faveur de l'émergence de courants d'opinion «favorables» à l'indépendance de l'Algérie, M. Messahel a précisé que «l'un des raisons de

sa mise en place était l'infaillible volonté à faire face à l'hostilité et à l'intransigeance du colonialisme et à ses tentatives d'imposer une pseudo solution dans un cadre français».

«Ainsi, s'est imposée la nécessité de parachever l'édifice institutionnel, issu du Congrès de la Soummam (20 août 1956), en dotant l'Algérie combattante d'un organe gouvernemental ayant des prérogatives d'Etat et jouissant d'une reconnaissance et d'une personnalité internationales, a expliqué le ministre des Affaires étrangères, estimant que «ces caractéristiques lui ont permis de mettre en évidence le caractère indéniablement international du conflit entre notre pays et la France coloniale, et partant, battre en brèche la thèse fallacieuse de problème interne français».

Soulignant que «la création du GPRA a enterré définitivement la politique de négation de la Révolution du peuple algérien, de son identité et de ses représentants», il a précisé qu'elle a permis également «d'affirmer que la cause de la lutte de libération nationale n'était que pour le recouvrement de l'Etat et la souveraineté nationale à travers la préservation de l'unité du peuple algérien et son intégrité territoriale, conformément à la Déclaration du 1er novembre 1954».

«Le rôle pivot joué par le Gouvernement provisoire dénotait de sa pleine capacité à fructifier la riche expérience acquise par le Mouvement national», a affirmé M. Messahel, ajoutant que «les conditions politiques ont été réunies pour permettre

au GPRA d'être le représentant exclusif du peuple algérien et l'unique dépositaire de ses intérêts nationaux».

Evoquant les premières discussions avec les autorités coloniales, M. Messahel a indiqué qu'elles étaient «très difficiles», en raison de leurs tentatives de perpétuer le statut quo, soulignant que «ces tentatives coloniales ont échoué face à la fermeté du Gouvernement provisoire et son refus catégorique à toute idée de négocier la souveraineté et l'intégrité territoriale de notre pays et peuple».

Et d'ajouter, que cet attachement à «la raison d'être», lui a permis, après la reprise des négociations, d'imposer le recouvrement de l'Etat national indépendant et souverain et l'Histoire retient la détermination et la foi du GPRA à imposer l'Etat algérien». Le ministre a rappelé que les valeurs nationales ayant constitué les fondements de notre révolution «n'ont pas cessé d'orienter la politique nationale», ajoutant que ces mêmes valeurs «ont permis à notre pays de franchir de grands pas sur les plans politique, économique et social. Aussi, il a estimé que les valeurs nationales «demeurent importantes plus que jamais au moment où le pays fait face à de grands défis». «Le FLN qui a joué un rôle historique dans l'indépendance du pays et l'édification de l'Etat algérien moderne s'acquitte aujourd'hui de ses missions consistant en la mobilisation de toutes les forces nationales pour qu'elles assument leurs responsabilités quant à la consécration des acquis de l'indépendance, l'instauration de



la stabilité et l'accélération du développement socio-économique conformément au message du président de la République, Abdelaziz Bouteflika adressé à la Nation le 20 août dernier».

Pour sa part, le Secrétaire général (SG) du FLN, Djamel Ould Abbas, a évoqué les étapes de la révolution nationale ayant précédé la constitution du Gouvernement provisoire dont «les différentes victoires remportées par la guerre de libération et l'activité diplomatique intense de la direction du FLN dans les fora internationaux», appelant, à cette occasion, la génération de l'indépendance à «préserver cet acquis +l'indépendance+ et les nobles valeurs de la révolution nationale» mais aussi les autres acquis réalisés lors des deux dernières décennies.

Après avoir rappelé que la formation du Gouvernement provisoire avait regroupé tous les courants et franges de la société algérienne», M. Ould Abbas a réaffirmé que le front populaire solide auquel a appelé le Président de la République «demeure ouvert à tous les partis politiques et organisations ainsi qu'à toutes les franges de la société au service de la souveraineté et la stabilité de la patrie». Par ailleurs, le FLN a saisi cette occasion pour rendre hommage à l'ancien chef du Gouvernement, le moudjahid Belaid Abdesslem.

Les Assises sociales du FFS aujourd'hui à Alger

Le Front des Forces socialistes (FFS) organise aujourd'hui à Alger des Assises sociales durant lesquelles seront abordés plusieurs thèmes dont le renforcement de la protection sociale, indique mercredi cette formation politique dans

un communiqué. Le diagnostic du système de santé, les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables figurent également parmi les thèmes qui seront abordés lors des travaux de ces assises. Des experts, des

universitaires et des représentants des syndicats autonomes et de la société civile, ainsi que les cadres du parti prendront part à cet événement.

LE PRÉSIDENT DU RCD, MOHCEN BELABAS : «L'Algérie a besoin de rénover son modèle social et économique»

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcen Belabas a estimé hier que l'Algérie avait besoin de rénover son modèle social et économique afin d'encourager "l'excellence" et créer une amélioration du vécu du citoyen.

Intervenant lors de la tenue travaux de la deuxième session du Conseil national de son parti, M. Belabas a indiqué que les citoyens aspireraient à "un projet de réno-

vation du modèle social et économique de leur pays", qui encourage "l'excellence" et d'une politique qui "réduit la pauvreté et le nombre, toujours grandissant, des laissés pour compte". Il a relevé que le pays avait besoin de renouveler "son ambition et d'une vision d'avenir", ajoutant qu'il a "soif de nouvelles perspectives (...)". Le premier responsable du RCD a pointé du doigt la "multiplication des sites insalubres dans les villes", qui constituent sou-

vent des "foyers à l'origine de l'émergence de maladies transmissibles". Pour M. Belabas, le RCD, qui met au centre de ses luttes et de ses objectifs l'égalité en droits de tous les citoyens algériens, œuvre pour que les revendications des femmes soient portées par le grand nombre. Il a ajouté que la tenue des assises des femmes progressistes projetée pour le mois de novembre doit permettre d'approfondir le débat sur les moyens de luttes et la

mise en place d'un cadre organisationnel politique pour rationaliser et faire converger les combats. Evoquant les droits syndicaux, M. Belabas a soutenu que son parti continuerait à soutenir le monde syndical dans sa pluralité par tous les moyens dont il dispose, précisant que c'est le sens de "l'engagement de sa formation politique pour la démocratie qui suppose le droit à la libre représentation pour toutes les catégories sociales qui le souhaitent".

ARMÉE Gaïd Salah installe le nouveau commandant des forces terrestres dans ses nouvelles fonctions

Le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah a présidé jeudi la cérémonie d'installation du nouveau Commandant des Forces Terrestres, le général-major Saïd Chanegriha, en succession au général-major Ahcene Tafer, mis à la retraite, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Au nom de son excellence, monsieur le président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale et conformément au décret présidentiel du 16 septembre 2018, monsieur le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP a présidé, ce matin jeudi 20 septembre 2018, la cérémonie de passation de pouvoir et l'installation du général-major Saïd Chanegriha dans les fonctions de Commandant des Forces Terrestres, en succession au général-major Ahcene Tafer, mis à la retraite», note le communiqué.

A l'entame et à l'issue de la cérémonie d'accueil, à l'entrée du siège du commandement des forces terrestres, le général de corps d'armée Gaïd Salah «a observé un moment de recueillement sur l'âme du Chahid Didouche-Mourad, dont le nom est porté par le siège du Commandement, où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorant sa mémoire et a récité la Fatiha sur son âme et sur celles de nos valeureux Chouhada», ajoute la même source.

Ensuite, et devant les carrés de formation des cadres et des personnels des Forces Terrestres, le vice-ministre de la Défense nationale a annoncé l'installation officielle du général-major Saïd Chanegriha, nouveau Commandant des Forces Terrestres, et lui a remis l'emblème national.

Après l'approbation du procès-verbal de la passation de pouvoir, le chef d'état-major de l'ANP a tenu une rencontre avec le Commandement et les cadres des Forces Ter-



restres, où il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée via visioconférence à tous les établissements de formation et toutes les grandes unités relevant du Commandement des Forces Terrestres, et à travers laquelle il a rappelé les «efforts colossaux» consentis au service du développement et de la modernisation de toutes les composantes des Forces Terrestres.

Il a affirmé que tous les acquis dont jouit aujourd'hui le corps de bataille de ces Forces en termes d'aptitude au combat, de haut état-prêt opérationnel et de grands pas de développement, «sont sans aucun doute le fruit des efforts fournis tout au long de ces dernières années sur plus d'un échelon, et l'aboutissement du soutien exceptionnel qui leur a été accordé par le Haut Commandement grâce à sa vision clairvoyante des différents défis et enjeux».

«A ce sujet précisément, je tiens absolument à ce que les fondements de l'état-prêt auquel nous aspirons, au niveau du corps de bataille de l'ANP en général, et au niveau des Forces Terrestres en particulier, soient érigés sur les principes de la parfaite com-

plémentarité et de la cohésion spontanée, de manière fonctionnelle et opérationnelle, entre les différentes composantes, de sorte à ce que ce corps de bataille soit une seule et même entité, qui ne saurait être en bonne forme sans que le soient tous ses organes sans aucune exception», a souligné M.

Gaïd Salah Dans ce contexte, a-t-il poursuivi, «il incombe au Commandement des Forces Terrestres, au regard de la dimension considérable de son corps de bataille, et vu la nature des missions qui lui sont assignées, une grande et sensible responsabilité, qui est de sécuriser chaque parcelle du territoire de l'Algérie et de ses frontières, de préserver sa souveraineté nationale et de la prévenir de tout danger qui pourrait la guetter».

«Ceci est une immense et noble responsabilité à la fois, car elle fait l'honneur de nos Forces Armées, comme étant la source voire le symbole, aux côtés de l'ensemble des autres Forces, de la puissance de l'ANP, digne héritière de l'Armée de Libération Nationale, qui place la sécurité de l'Algérie et sa défense au centre de ses priorités, et continue pour ce faire,

avec le soutien et les orientations de son excellence, monsieur le président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, d'être au summum de la préparation et du développement, implorant Allah le Tout-Puissant en permanence, de lui accorder force et courage pour le parfait accomplissement de ces nobles missions, en toutes conditions et circonstances», a relevé le vice-ministre de la Défense nationale.

Le général de corps d'armée Gaïd Salah a clôturé son allocution par un mot de remerciement et de reconnaissance à l'attention du général-major Ahcene Tafer, «pour tous les efforts laborieux qu'il a pu consentir tout au long de son riche parcours professionnel, notamment pendant ses années aux Commandes des Forces Terrestres». A l'issue de la cérémonie, «l'opportunité a été donnée aux cadres et personnels, pour exprimer leurs préoccupations, leurs intérêts et suggestions, et qui ont réitéré leur indéfectible engagement à accomplir leurs missions en toute conditions et circonstances», conclut le communiqué du MDN.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Découverte d'une cache d'armes à Tamanrasset (MDN)

Une cache d'armes, contenant un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions, a été découverte jeudi à Tamanrasset, par un détachement de l'Armée Nationale Populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense Nationale.

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, et lors d'une opération de fouille menée à Tamanrasset /6eRM, un détachement de l'ANP a découvert, le 20 septembre 2018, une cache contenant un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions», précise le communiqué du ministère.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et lors d'une patrouille près de la bande frontalière, les éléments des Gardes frontières de Bab Elassa à Tlemcen/2e RM ont découvert (145) kilogrammes de kif traité caché dans les buissons.

En outre, un détachement de l'ANP à Bordj Badji Mokhtar/6e RM, a arrêté (04) individus et saisi (06) marteaux piqueurs, (05) groupes électrogènes et (01) véhicule tous-terrains, ajoute la même source.

Dans le même contexte, des détachements de l'ANP ont saisi à Souk-Ahras, Tébessa et Al Taref/5eRM, (7978) litres de carburants destinés à la contrebande, tandis que les éléments de la Gendarmerie Nationale ont saisi (02) fusils de chasse sans permis et une quantité de cartouches à Saida/2e RM et Guelma /5e RM.

Dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, des Garde-côtes ont mis en échec à Oran, Ain Témouchent et Mostaganem/2e RM, des tentatives d'émigration clandestine de (60) personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que six (06) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Laghouat/ 4e RM.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE 6 narcotrafiquants interceptés et saisie de quantités importantes de drogue dure dans plusieurs wilayas

Six (6) narcotrafiquants ont été interceptés mercredi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également saisi une quantité de comprimés psychotropes et plus de 2 kg d'héroïne, indique jeudi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire, ont intercepté, le 19 septembre 2018, à El-Oued (4e Région militaire), Saida (2e RM) et Tébessa (5e RM), trois (3) narcotrafiquants et (1.545), tandis qu'un détachement de l'Armée nationale populaire a appréhendé, en coordination avec les services de Sureté de la wilaya de Tamanrasset (6e RM), trois (3) narcotrafiquants et a saisi (2.2) kilogrammes d'héroïne, (195) grammes de cocaïne ainsi que six (06) véhicules tout-terrain, (320) litres de carburants et d'autres objets», précise la même source.

Par ailleurs, et dans le même contexte, des détachements de l'Armée nationale populaire «ont arrêté, à In-Salah et Bordj Badji Mokhtar (6e RM), trois (3) contrebandiers et ont saisi (32.160) unités pharmaceutiques, un camion chargé de (3.900) litres d'huile de table et six (6) tonnes de denrées alimentaires destinés à la contrebande». En outre, et lors d'une opération menée en coordination avec les services de Sureté de la wilaya d'El-Tarf (5e RM), des éléments de la Gendarmerie nationale «ont découvert un atelier de préparation de munitions contenant (825) cartouches de différents calibres, des armes blanches et des substances de détonation, alors que neuf (9) fusils de chasse, (5.670) cartouches et une quantité de poudre noire ont été saisis par des éléments de la Gendarmerie Nationale à Mila (5e RM)».

D'autre part, et dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, des Garde-côtes «ont mis en échec à Chlef (1e RM), Oran et Tlemcen (2e RM), des tentatives d'émigration clandestine de (75) personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que huit (08) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Djanet, Relizane et Tlemcen», rapporte le communiqué.

APs

Gaïd Salah installera demain le Commandant de la 3e Région militaire à Béchar

Le Général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense Nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, effectuera à partir de samedi une visite de travail à la 3e Région Militaire à Béchar durant laquelle il procédera à l'installation du commandant de cette Région

militaire, a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Monsieur le Général de Corps d'Armée présidera, le dimanche 23 septembre 2018, au nom de Son Excellence, Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la

Défense Nationale, la cérémonie d'installation du Général-Major SMAALI Mostefa, en qualité de Commandant de la 3e Région Militaire, en remplacement du Général-Major CHANEGRIHA Saïd, désigné en qualité de Commandant des forces Terrestres», précise la même source.

ALGÉRIE - MONACO L'ambassadeur Abdelkader Mesdoua présente ses lettres de créances au Prince Albert II de Monaco

L'ambassadeur d'Algérie en France, Abdelkader Mesdoua, a présenté mercredi au Prince Albert II, souverain de Monaco, ses lettres de créances l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la Principauté de Monaco, avec résidence à Paris. La cérémonie s'est déroulée au Palais princier de Monaco.

ALGÉRIE-NOUVELLE ZÉLANDE Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur de Nouvelle-Zélande en Algérie

Le gouvernement algérien a donné son agrément à la nomination de M. Greg David Lewis, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Nouvelle Zélande auprès de la République algérienne démocratique et populaire avec résidence au Caire, indique mercredi le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

MÉDITERRANÉE Azzedine Mihoubi à Lisbonne pour la réunion des ministres de la Culture des pays du Dialogue 5+5

Le ministre de la Culture Azzedine Mihoubi prendra part à la deuxième réunion des ministres de la culture des pays du dialogue 5+5 qui se tiendra vendredi 21 septembre dans la capitale portugaise Lisbonne, annonce un communiqué du ministère. Cette réunion ministérielle est dédiée à la coopération dans le domaine culturel entre les pays des rives ouest de la mer méditerranéenne, aux possibilités de renforcement des échanges et à la préservation et à la sauvegarde du patrimoine culturel commun, ajoute la même source.

La première réunion des ministres de la culture des pays du dialogue 5+5 s'était tenu en 2016 à Tunis. Lors de la dernière réunion ministres des Affaires étrangères des pays du Dialogue 5+5 qui s'était tenue à Alger en janvier dernier, les participants avaient adopté la proposition d'organiser des réunions des ministres de la culture de ces mêmes pays, précise le communiqué.

DIPLOMATIE Mort de l'ancien diplomate Mohamed Sahnoun

L'ancien diplomate algérien Mohamed Sahnoun est décédé dans la nuit de mercredi à jeudi à Paris à l'âge de 87 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris jeudi de ses proches. La levée du corps aura lieu au courant de l'après-midi à l'hôpital Cauchin, a-t-on ajouté. Mohamed Sahnoun a été ambassadeur d'Algérie dans plusieurs pays dont l'Allemagne (1975-1979), la France (1979-1982), les Etats-Unis (1984-1989) et le Maroc (1989-1990). Il a également occupé le poste de Chef de la mission de l'Algérie auprès des Nations unies (1982-1984). Diplôme chevronné, il a été également Secrétaire-Général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, 1964-1973), Secrétaire-Général adjoint de la Ligue arabe (1973-1975), Représentant Spécial du SG de l'Onu pour la Somalie en 1992 avant de poursuivre son engagement en faveur de la paix et de la réconciliation avec plusieurs ONG.

ALGÉRIE - LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE Une délégation de la Ligue islamique mondiale en visite en Algérie

Une délégation de la Ligue islamique mondiale (LIM) conduite par son Secrétaire général Mohamed Bin Abdulkarim al-Issa, entamera, samedi, une visite en Algérie, au cours de laquelle, elle rencontrera les responsables et représentants de plusieurs organisations et instances, a-t-on appris auprès du Haut conseil islamique (HCI).

La délégation aura, durant cette visite qui durera une semaine, des rencontres avec les responsables du HCI et de l'Association des Oulémas musulmans algériens et se rendra dans quelques infrastructures religieuses et touristiques.

Il sera, en outre, question de la signature d'un accord de coopération et de partenariat entre le HCI et la LIM, sachant qu'un accord similaire avait été conclu, le mois dernier, entre le HCI et le Conseil des oulémas d'Indonésie.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la consolidation des relations de coopération » avec les institutions et les instances similaires à travers le monde et de l'encouragement des échanges d'informations » relatives à la religion islamique et dialogue interreligieux, a conclu la source.



ALGÉRIE - FINLANDE L'Algérie et la Finlande conviennent de poursuivre la promotion de la coopération bilatérale dans le domaine du tourisme

L'Algérie et la Finlande ont convenu mercredi de poursuivre la concertation pour établir un cadre officiel à leur coopération bilatérale dans le domaine du tourisme notamment en ce qui concerne l'encouragement des relations de travail entre les acteurs et les professionnels outre le soutien à l'investissement et au partenariat, le développement du tourisme thermal et la promotion du tourisme durable.

«Le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Abdelkader Benmessoud a reçu l'ambassadrice de Finlande à Alger, Mme Tuula Svinhfvud. Les deux parties se sont félicitées du niveau des relations d'amitié liant les deux pays tout en soulignant l'impéra-



tif d'établir un cadre officiel à la coopération bilatérale», a indiqué un communiqué du ministère.

A ce propos, le ministre et l'ambassadrice finlandaise ont passé en revue

les opportunités offertes pour soutenir les relations entre les deux pays à travers le renforcement des relations bilatérales en matière de tourisme et d'artisanat. Lors des discussions, M. Benmessoud a mis en exergue les grandes lignes relatives au programme de développement de tourisme en Algérie, tout en évoquant les opportunités disponibles en matière d'investissement touristique et de partenariat. Pour sa part, Mme Svinhfvud a salué le potentiel touristique que recèle l'Algérie tout en exprimant «son intérêt à promouvoir les relations bilatérales dans le domaine touristique mais aussi la volonté de son pays à contribuer au développement du tourisme en Algérie».

ALGÉRIE-AFRIQUE CMAE-NAIROBI : Mme Zerouati examine avec ses homologues africains les défis de l'environnement dans le continent

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati, a examiné avec ses homologues africains les défis de l'environnement en Afrique et les moyens de les relever, et ce lors des travaux de la 7e session extraordinaire de la conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) qui se tient à Nairobi (Kenya) sous le thème : «Transformer les politiques écologiques en actes grâce à des solutions réfléchies», a indiqué mercredi un communiqué du ministère. Mme Zerouati a examiné avec ses homologues africains les «défis de l'environnement en Afrique et les moyens d'y faire face à travers la recherche de solutions innovées et l'encouragement de la production et de la consommation durables», précise le communiqué. Les travaux ont porté également sur les questions principales à soumettre à la 4e session

de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'environnement prévue en mars 2019.

Il est prévu en outre la préparation de la conférence des 14 parties de la convention de l'ONU sur la biodiversité, prévue en novembre prochain à Charm El Cheikh (Egypte), ainsi que la 24e conférence des parties signataires de la convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques qui se tiendra à Katowice (Pologne), ajoute-t-on de même source. Par ailleurs, la ministre a présenté une proposition sur l'introduction des énergies renouvelables comme solution durable pour la préservation de l'environnement et du développement durable. Parmi les plus importantes décisions adoptées durant cette 7e session concernant la biodiversité, la consécration de la période 2021-2030 comme décennie de l'ONU pour l'environnement pour la réhabilitation des systèmes

écologiques. Il a été procédé à l'adoption d'une décision sur la position commune du groupe panafricain sur les changements climatiques, avant la clôture de la session par la déclaration de Nairobi sur le changement des politiques environnementales.

Dans le cadre de la coopération et du partenariat entre les pays arabes, la ministre a examiné lors d'un entretien avec le secrétaire d'état au développement local et à l'environnement de Tunisie, Chokri Ben Hassen, la coopération dans l'application des accords conclus entre les deux parties en mai dernier. La possibilité de créer et d'aménager un espace commun de repos et de loisirs au niveau des frontières algéro-tunisiennes a également été débattu entre les deux responsables qui ont convenu de concourir à la création d'un espace marin commun protégé au niveau des frontières entre les deux

pays (El Kala Algérie-Tabarka Tunisie).

Mme Zerouati s'est également entretenue avec la ministre égyptienne de l'Environnement, Yasmine Salah El-Dine Fouad avec laquelle elle a examiné les moyens de coopération en matière de dépollution des eaux usées, de biodiversité, de changements climatiques et de lutte contre la désertification.

La ministre égyptienne a formé le vœu de tirer profit de l'expérience algérienne en matière de gestion des déchets solides.

Lors d'une rencontre de haut niveau sur les opportunités d'investir dans l'élément féminin en matière de changement de la chaîne de valeur de l'énergie en Afrique, la ministre a évoqué la place et les opportunités offertes à la femme en Algérie et son implication dans tous les domaines y compris l'investissement dans les énergies renouvelables.

OPEP-NON OPEP: La 10^e réunion ministérielle de suivi de l'accord de réduction demain à Alger

La 10^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et non-Opep (JMJC) se tiendra demain à Alger.



Le JMJC a été créé par la 17^{ème} Conférence ministérielle de l'Opep, tenue le 30 novembre 2016, et par la réunion ministérielle conjointe Opep-non Opep le 10 décembre 2016 à Vienne.

C'est lors de la tenue à Alger de la 170^{ème} réunion extraordinaire de la Conférence ministérielle de l'Opep en septembre 2016 que les pays membres de cette organisation avaient décidé d'ajuster leur production, dans un intervalle de 32,5 à 33 millions de barils par jour (mbj), et de créer un Comité de haut niveau présidé par l'Algérie en vue d'élaborer les détails de l'accord.

Ces détails ont été définis dans une proposition algérienne adoptée lors de la 171^{ème} réunion ordinaire de la Conférence ministérielle de l'Opep tenue en novembre 2016 à Vienne.

Le haut comité a également tenu des réunions avec des pays non membres de l'organisation.

Ces discussions ont abouti à la signature de l'Accord de coopération entre les pays membres de l'Opep et les pays non-Opep participants à la réunion de décembre 2016.

L'Opep a ainsi décidé d'une réduction de sa production de pétrole d'environ 1,2 mbj à compter du 1^{er} janvier 2017, rejointe par la suite par 11 pays non membres ayant accepté de réduire leur offre de 600.000 bj.

Une année après, l'Organisation et ses partenaires décidèrent de prolonger jusqu'à fin 2018 leur plafonnement de la production au profit du prix du baril.

Le JMJC est chargé de veiller à ce

que les objectifs de cette Déclaration de coopération soient réalisés grâce à la mise en oeuvre des ajustements volontaires de la production de pétrole des pays Opep et non-Opep signataires de cette Déclaration. Ce Comité facilite également l'échange d'analyses et de perspectives conjointes, ce qui fournit une contribution précieuse à l'évaluation du processus de conformité.

Présidé par le ministre saoudien de pétrole et co-présidé par son homologue russe, le JMJC est composé de quatre pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie Saoudite, Koweït et Venezuela) et de deux pays non membres (Russie et Oman).

Ouvrir pour maintenir l'équilibre du marché

Cette 10^{ème} réunion du JMJC permettra de «connaître la situation du marché pétrolier international et d'évaluer au maintien de son équilibre», avait expliqué récemment le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, qui avait avancé que l'issue de cette réunion sera couronnée de «décisions unifiées».

Ayant dépassé les objectifs de l'accord, avec des niveaux de conformité record dépassant parfois même les 150%, l'Opep a convenu en juin dernier de limiter à 100% le niveau de respect des engagements, induisant une augmentation effective de l'offre de l'ordre de 757.000 barils/jour. «Cet accord nous ramène à réaliser 100% de la production (fixée par l'organisation). En mai 2018, nous avons réalisé un taux de conformité de 152% par rapport aux

quotas mis dans l'accord (de la baisse).

Les 52% de plus, soit les 757.000 barils/jour qui n'ont pas été produits, vont être repris», avait expliqué le ministre dans une déclaration à l'issue de la 174^{ème} Conférence ministérielle de l'Opep.

C'est dans un contexte marqué par la nécessité de maintenir la hausse des prix, d'assurer la continuité des investissements dans le domaine pétrolier et de garantir l'offre face à une demande qui augure d'augmenter que se tiendra la réunion du JMJC à Alger.

Par ailleurs, les conséquences que pourrait avoir l'embargo pétrolier des États-Unis contre l'Iran, devant entrer en vigueur le 5 novembre prochain, accaparent l'attention. En effet, le président américain Donald Trump avait annoncé en mai dernier son retrait unilatéral de l'accord international de 2015 relatif au dossier nucléaire iranien, rétablissant ainsi toutes les sanctions américaines levées dans le cadre de cet accord, et interdisant également aux pays d'acheter le pétrole iranien sous peine de sanctions contre eux.

Troisième plus grand producteur de l'Opep, l'Iran voit déjà ses ventes de brut fondre à l'approche de l'application de ces sanctions sachant que sa production est estimée à 1,4 million de barils par jour.

Ces pays détiennent les quatrièmes réserves mondiales prouvées de pétrole alors que nombre de pays, en Asie particulièrement, ont besoin de se fournir en brut iranien. D'autant que leurs raffineries sont spécialement conçues pour traiter la variété de pétrole iranien (Iran Heavy).

Mais à l'approche de l'échéance prévue de ces sanctions, la production pétrolière iranienne a atteint ses niveaux les plus bas depuis juillet 2016, alors que, par ailleurs, le Venezuela connaît aussi une érosion continue de sa production.

Pour l'Opep, l'Iran reste «un membre très important (...) et nous n'avons pas d'autre choix que de continuer à travailler avec tous les membres», a soutenu le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo, sans préciser comment les producteurs mondiaux allaient compenser la baisse des exportations iraniennes avec l'entrée en vigueur des sanctions américaines.

PÉTROLE Le Brent à plus de 79 dollars à Londres



Les prix du pétrole remontaient hier en cours d'échanges européens, effaçant leurs pertes de la veille dans un marché à la volatilité accrue par un tweet colérique de Donald Trump.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 79,42 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 72 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 46 cents à 70,78 dollars.

Jeudi, le président américain avait ordonné à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de "baisser ses prix maintenant", accusant l'organisation de "pousser pour des prix du pétrole toujours plus haut".

"Cela s'ajoute à la fournie de thèmes fondamentaux qui ballottent les prix du pétrole, il va falloir s'attendre à une certaine volatilité", a commenté un analyste.

Le tweet de Donald Trump intervient en effet à quelques jours d'une réunion de suivi de l'accord de limitation de la production qui engage l'Opep et d'autres producteurs, dont la Russie.

Alors que cet accord avait été signé fin 2016 pour faire face à l'abondance d'or noir sur le marché mondial, les deux poids lourds que sont l'Arabie saoudite et la Russie ont poussé en juin dernier pour amender cet accord et ont augmenté leur production, notamment pour compenser les exportations iraniennes, sanctionnées par les États-Unis à partir de novembre.

L'Iran avait alors accusé l'Arabie saoudite de céder à la pression américaine.

"Le consensus est que l'Opep et ses partenaires ne vont pas augmenter leur production dimanche", lors de la réunion d'Alger, a commenté un analyste.

"Avec des perspectives économiques mondiales ternes" en raison des tensions commerciales, ce qui pourrait peser sur la demande, "et une production de l'Opep en hausse, il est peu probable que le pétrole ne grimpe prochainement", a pour sa part estimé un spécialiste.

La réunion du Comité de suivi à Alger se tiendra dans un contexte géopolitique mondial particulier

La 10^{ème} réunion du Comité ministériel mixte de suivi Opep-non Opep (JMJC), prévue demain à Alger, va se tenir «dans un contexte géopolitique complètement différent» de celui des réunions précédentes et de la réunion d'Alger de septembre 2016, a indiqué l'expert dans les questions énergétiques, Abdelmajid Attar, dans un entretien accordé à l'APS.

Selon lui, l'objectif de tous les membres est, certes, de garantir un prix de baril «acceptable» et «supportable», ce qui est le cas aujourd'hui avec un prix entre 70 et 80 dollars. Cependant, poursuit-il, «les discussions ne seront pas dominées par le mécanisme de surveillance qui ne posera pas de problème», mais la question réside plutôt dans «la compréhension de chacun des acteurs de la définition du niveau de production: Faut-il parler du niveau de production global, ou du niveau de chaque producteur (quota), de ce que chaque producteur peut mettre sur le marché ou ce qu'on lui permet de produire?».

Pour cet ancien ministre de l'Énergie, le contexte géopolitique dans lequel se déroulera cette rencontre, qui est lié non seulement aux sanctions américaines contre l'Iran et la Russie ainsi qu'aux guerres commerciales lancées par le Président américain contre notamment la Chine, «va peser de tout son poids non seulement sur cette réunion mais aussi sur celle de l'Opep prévue en novembre prochain.» Plus explicite, il dira que, d'une part, le respect

satisfaisant de l'accord de réduction de la production et l'actuel prix de pétrole 70 à 75 dollars «devraient, en principe, permettre au JMJC de faire des recommandations pour la prochaine réunion de l'Opep afin de maintenir le niveau de production/réduction ou de l'adapter en fonction de la demande sur le marché 2019 comme le souhaitent certains pays.» D'autre part, relève M.

Attar, «il y a les conséquences liées aux sanctions américaines contre l'Iran dont le niveau de production a déjà commencé à se réduire et dont on ne sait, pour le moment, jusqu'à quel niveau va-t-il se réduire du fait que cela dépendra en grande partie de la position du principal client chinois, lui-même en conflit commercial avec les États-Unis.» L'Iran, souligne-t-il, «ne souhaite surtout pas que sa part de production ou sa réduction, du fait des sanctions, soit récupérée par l'Arabie Saoudite qui fera tout pour la récupérer».

En outre, avance-t-il, la Russie fera, pour sa part, tout pour partager la part de l'Iran avec l'Arabie Saoudite car «ce sont les seuls pays en mesure de faire face à un déficit de production important en ce moment, qui entraînerait une forte augmentation du prix que l'Arabie Saoudite ne souhaite pas».

«C'est vraiment une équation qui va être très difficile à résoudre, et je pense qu'elle le restera tant qu'on n'aura pas une appréciation fiable des conséquences des sanc-

tions américaines sur la production iranienne», relève cet expert.

Le marché pétrolier a atteint un niveau d'équilibre

Faisant le point sur l'accord historique décroché lors de la réunion d'Alger en septembre 2016, M.

Attar considère qu'il avait permis «de faire revenir l'Opep à presque ce qu'elle était et pouvait faire en 1973, année au cours de laquelle elle avait décidé d'un embargo ayant donné naissance au premier choc pétrolier et fait monter le prix du baril de 3 à 12 dollars de l'époque.» Toutefois, aux yeux de cet expert, «l'Opep n'est plus ce qu'elle était, et le monde non plus, et ce, en raison des mutations géopolitiques, économiques et bien sûr énergétiques».

D'où «la nécessité de s'adapter ou de disparaître.» Interrogé sur les perspectives du marché pétrolier à moyen terme, M.

Attar considère que le marché pétrolier a atteint, en ce moment, un niveau d'équilibre qui peut satisfaire tout le monde, à condition que des considérations d'ordre géopolitique ne viennent pas le perturber.

Car «si cela devait intervenir, nous ne serons pas à l'abri d'un choc pétrolier, dans un sens ou dans l'autre, en matière d'évolution du prix du baril.»

TIZI-OUZOU:

Nouveau programme pour le développement de l'agriculture de montagne

Un nouveau programme de développement de l'agriculture de montagne sera lancé le mois d'octobre prochain à travers l'ensemble des communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Ce nouveau programme qui «s'inscrit dans le cadre du Fonds national de développement rural (FNDR) et dont la mise en chantier interviendra courant du mois d'octobre est scindé en deux volets» a indiqué le chef de service chargé de l'organisation de la production agricole et de l'appui technique au niveau de la DSA. Le premier volet, comprend «l'ouverture de 126 Km de pistes agricoles à travers certaines communes et l'aménagement de 30 Km d'autres pistes déjà existantes, le tout pour un montant total de 218 500 000 DA», a déclaré Nadir Boussa.

Quant au deuxième, d'un montant global de 188 018 000 DA, «il consiste en l'acquisition et le greffage de plants oléicoles et arboricoles ainsi qu'un programme apiculture», a-t-il dit.

La wilaya de Tizi-Ouzou va bénéficier, au titre du programme de l'année 2018 de «340 000 plants d'oliviers, 181 600 plants oléicole à greffer, et de 263 970 plants arboricoles, dont des figuiers, des cerisiers, des amandiers et des grenadiers», a précisé le responsable agricole. «S'agissant de l'apiculture, nous avons bénéficié de 6 664 ruches d'abeilles pour un montant de 39 984 000 DA qui seront distribués aux apiculteurs de la wilaya», a souligné M. Boussa. Ces programmes, qui seront lancés incessamment et qui peuvent s'étaler jusqu'à mars 2019, ont été «établis en fonction d'études ciblées des besoins, des spécificités et de la vocation de chaque wilaya», a ajouté la même source.

OUARGLA:

Plus de 20.000 oiseaux migrateurs recensés



Plus de 20.000 oiseaux aquatiques migrateurs ont été répertoriés par les ornithologues dans les zones humides de la wilaya d'Ouargla dans le cadre du recensement hivernal de la richesse avifaune migratrice, a-t-on appris jeudi auprès de la Conservation locale des forêts (CF).

Opérée au niveau des plans d'eau et lacs, constituant des zones humides, éparpillées à travers les territoires des communes de Hassi-Benabdallah, Sidi-Khouiled, N'goussa, Ain El-Beida, Nezla, Sidi-Slimane et Mégarine, cette opération a permis de dénombrer 32 espèces d'avifaune, en provenance des régions froides de l'Europe.

Elles sont composées notamment de la Tadorne Casarca, la Tadorne de Belon, le Canard Souchet, l'Aigrette Gazette, l'Echasse blanche, l'Avocette élégante, le Héron cendré, le Busard des roseaux, la sarcelle marbrée, le Grèbe castagneux et la poule de l'eau, a-t-on précisé. D'après la Conservation des forêts, le Flamand rose constitue l'espèce la plus importante en termes de nombre, plus de 14.818 oiseaux, arrivé dans la région, notamment au niveau des lacs de Sebket Sefioune (commune de N'goussa) avec près de 14.550 oiseaux, et le reste vivant en cette période au niveau des lacs de la commune d'Ain El-Beida, et de la zone d'Oum-Raneb (commune de Sidi Kouiled). Ce recensement a permis de détecter un seul oiseau de l'espèce de l'Aigrette gazette au niveau du lac Lalla-Fatma dans la commune de Mégarine, bien que cette espèce soit rarement observée au niveau des zones humides. La Conservation des forêts a relevé cette saison une nette croissance du nombre d'oiseaux migrateurs dans la région, par rapport à la saison précédente où avaient été recensés plus de 10.935 oiseaux.

ORAN

La nouvelle aérogare de l'aéroport international «Ahmed-Benbella» en phase d'équipement

Le projet de réalisation de la nouvelle aérogare de l'aéroport international d'Oran «Ahmed Benbella» est actuellement en phase d'équipement pour être livré en fin décembre prochain, a-t-on appris jeudi du directeur général de l'Entreprise de gestion des services aéroportuaires (EGSA) d'Oran.

Abdelkader Kessel a indiqué que le taux d'avancement des travaux de réalisation de cette nouvelle aérogare a dépassé 80% et est en phase d'équipement en matériel de technologie de nouvelle génération.

Le projet sera réceptionné définitivement en fin décembre prochain, a-t-il annoncé, signalant que les gros ouvrages ont été achevés à cent pour cent.

Le même responsable a déclaré que ce projet pris en charge par l'entreprise Cosider contribuera à renforcer les infrastructures de base modernes de la wilaya d'Oran, en plus de développer la dynamique du secteur socio-économique.

L'EGSA d'Oran veille à la qualité de la réalisation pour que cette nouvelle aérogare destinée aux vols internationaux soit conforme aux normes internationales et à l'évolution technologique en matière de gestion des grands aéroports, a ajouté Abdelkader Kessel. Ce projet permettra, une fois mis en service, de traiter quelque 3,5 millions de passagers par an au lieu de 1 million de voyageurs par an actuellement, avec la possibilité de son extension à l'avenir pour atteindre 6 mil-



lions de passagers par an. La structure de l'aéroport est composée de plaques solaires assurant 25% des besoins de l'aéroport en électricité et confère un aspect esthétique à cette infrastructure.

Un parking à étages d'une capacité de 1.200 véhicules est en cours de réalisation, en plus celui à l'extérieur de 2000 véhicules.

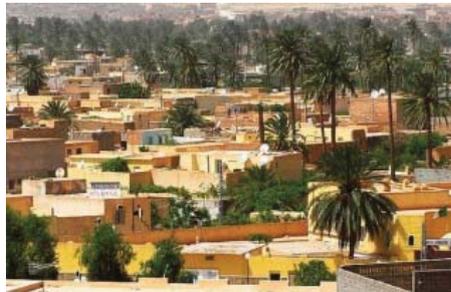
Le directeur général de l'EGSA a fait savoir que le coût du projet est estimé

à 21 milliards DA, scindé en trois lots, ceux de la réalisation de la nouvelle aérogare, de réaménagement de l'ancienne utilisée actuellement aux vols internationaux qui sera reconvertie pour les vols intérieurs et de réalisation d'un bloc de gestion des marchandises et l'aménagement d'espaces de fret, de stockage et de traitement qui permet d'augmenter le volume de traitement des marchandises de 2.000 tonnes actuellement à 15.000 par an.

LAGHOUAT:

Plusieurs projets retenus pour la commune d'Aflou

Plusieurs projets ont été retenus au titre de différents programmes de développement en faveur de la commune d'Aflou (110 km Nord de Laghouat) pour l'amélioration du cadre général de vie de la population, a-t-on appris jeudi des responsables de cette collectivité. Il s'agit d'un projet d'un montant de 40 millions DA accordé au titre du programme communal de développement (PCD-2018) pour le revêtement des grandes artères de la ville d'Aflou, d'un autre de 10 millions DA pour l'entretien de routes et l'éradication des nids de poules entravant la circulation, en plus d'une opération d'aménagement et de reprofilage de



Oued Messous, a-t-on indiqué. Outre la réception d'une polyclinique et, prochainement, d'un centre de santé Mère-enfant, la commune d'Aflou s'est vue accorder d'autres projets pour renforcer les struc-

tures éducatives avec notamment l'ouverture, cette année scolaire, au nouveau pôle urbain d'un collège «Base 7» baptisé du nom du Chahid «Chenafi Safi». La commune a bénéficié également d'une opé-

ration de réhabilitation de la salle de cinéma avant d'Aflou qui va être équipée pour un montant de 140 millions DA. Le wali de Laghouat, Ahmed Meguellaï, a, lors de l'inspection de projets dans la commune d'Aflou, appelé à hâter la cadence de réalisation d'un programme de 900 logements de type public locatif et à rattraper le retard accusé par le projet de la piscine semi-olympique. La commune d'Aflou a bénéficié ces dernières années d'une série d'opérations de développement, tous secteurs confondus, qui accusent, toutefois, une lenteur dans leur exécution en raison du manque d'entreprises de réalisation.

CONSTANTINE:

Réhabilitation prochaine d'un chemin communal sur 6 km à Beni Hamidene

Les travaux de réhabilitation et de mise à niveau d'un chemin communal (CC) de 5,7 km dans la collectivité locale de Beni Hamidene dans la wilaya de Constantine seront «prochainement» entamés, ont annoncé jeudi les services de la wilaya.

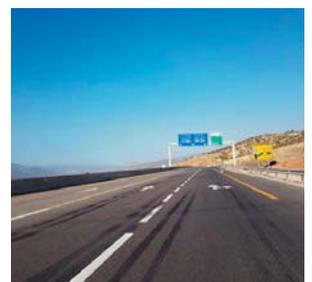
Cette opération, pour laquelle une enveloppe financière de l'ordre de trois (3) milliards de dinars a été mobilisée, s'inscrit dans le cadre d'une série de mesures décidées pour le désenclavement de cette localité, a expliqué la même source.

Ce projet, dont la première tranche de 1,8 km reliant les localités d'El Bez à Chââbia «devra être livrée dans deux (2) mois et demi», permettra la redy-

namisation de la mobilité de près de 500 habitants de ces deux localités, a-t-on souligné. Cette route communale de 5,7 km, s'étendant de la localité d'El Bez jusqu'au chemin de wilaya (CW) 9 en passant par le lieu dit Chââbia et qui a été réalisée au cours de l'année 2000, s'est détériorée au cours des dernières années, a précisé le directeur des Travaux publics, Rabah Ourabeh.

Ce dernier a indiqué que ce chemin sera repris avec «un revêtement en béton bitumée devant garantir une longévité à ce tronçon routier».

La commune de Beni Hamidene a bénéficié également d'un projet de mise à niveau du réseau d'alimentation en eau potable (AEP), au profit des



15.000 habitants de cette collectivité locale, a conclu la même source.

ORAN: La peine de mort pour le meurtrier de Selsabil et son complice, soulagement des parents

Le tribunal criminel de première instance d'Oran a prononcé, tard dans la soirée de mercredi, la peine capitale à l'encontre de K.A (18 ans), reconnu coupable d'attentat à la pudeur, suivi du meurtre de la petite Zahaf Selsabil, âgée de 08 ans, le 18 août dernier, ainsi qu'à l'encontre de son complice, C.M, au grand soulagement des parents de la victimes et du public, nombreux dans la salle et à l'extérieur du palais de justice.

Le soulagement était visible sur les visages des parents de la fillette qui tout au long du procès, abattus et effondrés, ne pouvaient pas retenir leurs larmes, mais se sont abstenus de tout commentaire.

Le représentant du ministère public a, dans son réquisitoire, requis la peine capitale contre l'assassin présumé de la petite Selsabil, qui n'est autre que le voisin de la victime. Ce dernier a été inculpé de meurtre avec préméditation et attentat à la pudeur sur mineure de moins de 16 ans et, lors de son arrestation, a reconnu les faits retenus contre lui, de même lors de son procès. La peine capitale a été également requise contre le second accusé, C.M, âgé de 31 ans, qui est accusé de complicité de meurtre. En effet, K.A est passé aux aveux, lors de l'enquête, reconnaissant avoir attiré chez lui la petite Selsabil, durant la matinée du samedi 18 août dernier, alors qu'elle se dirigeait vers l'un des magasins du quartier et avoir abusé d'elle, avant de l'étrangler.

A la barre, K.A a déclaré qu'il ne voulait pas tuer la fillette qui s'était débattue et l'avait menacé d'en parler à ses parents. Il l'a alors étranglée, puis a essayé de la ranimer, mais la petite fille était déjà morte. Le prévenu a ajouté qu'il se trouvait, à ce moment là, sous l'effet de psychotropes et que son complice, C.M, l'a aidé à transporter le corps de la victime à bord de son véhicule utilitaire, emballé dans un sac poubelle en plastique, pour la déposer dans une déchèterie, à quelques centaines de mètres du lieu



du crime, à Haï Chouhada, non loin de Haï El Yasmine 2 où réside la fillette. C.M, pour sa part, nie les faits retenus contre lui, durant l'enquête et lors de l'audience, indiquant qu'il était victime d'un complot mais s'est emporté dans ses contradictions. Un témoin capital dans cette affaire, un gérant de café mitoyen au lieu du crime, a déclaré avoir aperçu le véhicule de C.M devant le lieu du crime et a même vu le prévenu déposer un grand sac en plastique à l'arrière du véhicule utilitaire.

Quant au médecin légiste, celui-ci a été catégorique. La victime est morte suite à une asphyxie due à une strangulation. Des traces de doigts ont été relevées sur la gorge de la victime, ainsi que des traces d'étouffement décelables dans les poumons de la fillette. Des blessures externes ont été également constatées, notamment sur le visage, démontrant ainsi qu'il y a eu

bel et bien agression sur la petite fille. Le médecin légiste a également démontré que la fillette a été victime d'attentat à la pudeur avant d'être tuée. Lors de son réquisitoire, le représentant du ministère public a souligné que les preuves sont formelles, mettant l'accent sur les aveux de K.A et soulignant que son complice C.M se trouvait sur le lieu du crime, l'opérateur de téléphonie mobile ayant, en effet, prouvé que C.M s'y trouvait. «La balle est dans votre camp toute l'Algérie attend votre verdict, considérez Selsabil comme votre propre fille», a-t-il souligné à l'adresse du tribunal, tout en requérant la peine capitale contre les deux prévenus.

Les avocats des deux complices, commis d'office, ont essayé de trouver quelques circonstances atténuantes, sans résultat, K.A et son complice C.M ont été condamnés à mort.

SALUBRITÉ PUBLIQUE À EL TARF: Une quinzaine de points noirs ciblés par des opérations de nettoyage



Une quinzaine de points noirs ont été recensés à l'encontre de la wilaya d'El Tarf dans le cadre d'une vaste opération de salubrité publique lancée récemment par les autorités locales, a indiqué jeudi le directeur local de l'environnement, Nourredine Chouali.

Les points noirs sont localisés principalement dans les communes de Ain Assel, El Kala et El Tarf et à un degré moindre dans les localités d'El Chatt et Besbes où des efforts ont été déployés en matière d'hygiène, a-t-il dit. «Les efforts devront se poursuivre chaque semaine jusqu'à l'éradication totale de ces points noirs», a-t-il ajouté, précisant que la wilaya qui produit quotidiennement un total de 304 tonnes de déchets, traite au niveau de ses centres d'enfouissement techniques (CET), pas moins de 226 tonnes de déchets.

De son côté, le wali, Mohamed Belkateb, qui s'exprimait lors d'un conseil de wilaya dédié à l'hygiène de l'environnement a indiqué que l'intensification des actions de sensibilisation en direction des citoyens demeure «la seule alternative à la lutte radicale contre la salubrité publique». Il a ajouté que la salubrité publique était «la responsabilité de tout un chacun», d'où l'urgence d'impliquer le citoyen dans les campagnes périodiques pour débarrasser l'environnement des ordures et débris qui lui portent préjudice. Il a exhorté élus et directeurs de l'exécutif à cibler, dans leur plan d'action, notamment les enfants considérés «comme le vecteur de transmission de l'information par excellence». Le wali a également rappelé qu'un montant «conséquent» a été alloué pour la prise en charge du problème de salubrité publique dans cette wilaya qui avait bénéficié récemment d'un programme de mise à niveau de plus de 6,33 milliards de dinars. En plus de la multiplication des actions de sensibilisation, il a été fait état du renforcement, prochainement, de certaines communes enregistrant un déficit en moyens de nettoyage, en camions bennes et bacs à ordures.

CATASTROPHES NATURELLES 2018: 25 milliards DA dégagés pour la prise en charge des dégâts

Les catastrophes naturelles enregistrées en Algérie en 2018 ont causé 25 milliards de dinars de dégâts, a indiqué jeudi soir à Constantine le délégué national aux risques majeurs auprès du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Tahar Melizi.

S'exprimant au cours d'une réunion de travail organisée par la commission interministérielle dépechée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire pour s'enquérir des dégâts causés suites aux inondations ayant frappées mercredi soir la région de Hamma Bouziane (une quinzaine de km au nord-est de Constantine), le même responsable a indiqué que jusqu'au 19 septembre dernier, les catastrophes naturelles, inondations notamment, qui ont touchés diverses régions du pays (18 wilayas) ont coûté à l'Etat 25 milliards de dinars. Mettant l'accent sur l'importance de la prévention dans la réduction de cette

«facture», le même responsable a insisté sur l'aspect sensibilisation et information dans la maîtrise des dégâts engendrés par les catastrophes naturelles. Le même responsable a annoncé, dans ce contexte, l'organisation le mois d'octobre, d'un séminaire national sur la gestion des grands dangers qui sera axé sur plusieurs thèmes, dont l'évaluation des mécanismes de prévention, et la sensibilisation des différentes parties concernées (entreprise, presse, citoyens, et professionnels des technologies de l'information et de la communication TIC entre autres). Inondations à Constantine : Lancement «incessamment» d'une opération de réhabilitation de l'oued Ziad Une opération de réhabilitation de l'oued Ziad dont le débordement et les inondations engendrées ont causé le mort de deux personnes et des dégâts matériels à Constantine, sera «incessamment lancée» a relevé jeudi le chef de l'exécutif local, Abdessamie Saïdoune. L'opération

concerne en premier lieu des travaux de curage de l'oued devant permettre aux eaux des crues de circuler sans encombres et devra protéger la population riveraine et le tronçon de la route nationale RN n 27 entre El Menia et la commune de Hamma Bouziane, a précisé le wali en marge d'une sortie de terrain consacrée à l'inspection des opérations d'élimination de la boue et la réouverture de la route de la cité Ahmed Djebli (ex-Kantoli), inondée par les intempéries enregistrées mercredi soir dans cette région. Des instructions ont été données aux responsables intervenant dans cette opération de coordonner les efforts pour lancer «immédiatement» ces travaux, a ajouté le wali, soulignant que cette mesure a été prise «comme procédure urgente visant la protection de la région d'El kantoli, les citoyens et leurs biens d'éventuelles inondations». Le chef de l'exécutif local a également indiqué dans ce même contexte qu'une commission interministérielle dépechée par le ministère de l'Intérieur,

des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire allait arriver à Constantine «pour constater et évaluer la situation suite aux intempéries».

Dès les premières heures de ce jeudi, des équipes d'intervention de la protection civile, des services des travaux publics, ceux communaux, l'OPGI, la Seaco (Société des eaux et de l'assainissement de Constantine) et la Gendarmerie nationale, appuyés par des renforts depuis les villes de Mila et Oum El Bouaghi, s'affairaient à nettoyer la zone, enlever la boue et pomper l'eau, a-t-on constaté. De leur côté, les services du transport ferroviaire ont indiqué à l'APS que des efforts sont déployés pour la réouverture de la voie ferrée desservant Constantine-Annaba, fermée suite aux inondations. Deux (2) personnes ont perdu la vie et onze (11) autres, coincées dans leurs véhicules au milieu des flots ont été secourues dans les inondations qui ont affecté mercredi la maga-cité Djebli Ahmed (ex-Kantoli), rappelle-t-on.

OUARGLA: 3 morts dans un accident de la route près de Haoud El-Hamra



Trois (3) personnes ont perdu la vie dans un accident de la circulation survenu jeudi près de la zone de Haoud El-Hamra, dans la daïra de Hassi-Messaoud (Sud-est d'Ouargla), a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit au niveau du point kilométrique PK-7, sur le tronçon de la RN-3 reliant Hassi-Messaoud à Touggourt, suite à une collision frontale entre une ambulance de type 4X4 et un camion semi-remorque, entraînant la mort sur le coup des trois occupants de l'ambulance, a-t-on précisé.

Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'Établissement public hospitalier «Hocine Aït-Ahmed» à Hassi-Messaoud, selon la même source.

Les services sécuritaires territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

TANZANIE/NAUFRAGE D'UN FERRY SUR LE LAC VICTORIA: Le bilan s'élève à plus de 100 morts



Plus de 100 personnes ont péri dans le naufrage jeudi du ferry MV Nyerere dans la partie sud du lac Victoria, en Tanzanie, a annoncé hier la radio publique, citant le chef de la police tanzanienne.

La radio TBC Taifa a donné ce nouveau bilan en citant l'inspecteur général de la police Simon Sirro.

Un précédent bilan faisait état de 86 morts et 40 rescapés.

Dans toutes les têtes, la même question lancinante revenait: combien de personnes se trouvaient à bord du MV Nyerere lorsque celui-ci a chaviré non loin du débarcadère de l'île d'Ukara, sa destination finale? Des témoins ont rapporté à la télévision publique qu'environ 200 passagers se trouvaient à bord du ferry, d'une capacité de 100 personnes. Le gouverneur de la région de Mwanza, John Mongella, a indiqué ne pas être en mesure de confirmer ce nombre. «Depuis ce (vendredi) matin, ce sont maintenant presque 60 corps qui viennent d'être repêchés. Si vous ajoutez les 44 morts (dénombrés jeudi), le nombre total de morts s'élève à plus de 100», a déclaré M. Mongella vendredi à la télévision publique TBC. Le gouverneur a ajouté qu'il y avait en

l'état 40 rescapés, soit trois de plus que jeudi soir. Mais il n'a pas précisé si ces survivants avaient été secourus vendredi ou jeudi. Le ferry MV Nyerere s'est retourné jeudi après-midi à quelques dizaines de mètres seulement du débarcadère de sa destination finale, l'île d'Ukara, dans le sud du plus grand lac d'Afrique, avait indiqué jeudi soir l'Agence tanzanienne des services électriques et mécaniques, l'exploitant public du navire.

Vendredi matin, les équipes de secours s'affairaient sur les lieux du drame, sous le regard de dizaines de personnes massées sur le littoral, tandis que la télévision publique mettait en garde contre tout faux espoir: «les chances de trouver des survivants sont quasi nulles».

La navigation peut être difficile sur le lac et elle se fait avec des navires vétustes ou mal entretenus.

Les registres des passagers sont par ailleurs lacunaires et les autorités peu regardantes sur la sécurité.

En 1996, quelque 800 personnes, selon la Croix-Rouge, avaient trouvé la mort dans le naufrage du ferry «Bukoba», surchargé de passagers d'un ferry, a quelques milles marins au large de Mwanza.

GHANA: 34 morts dans des inondations



Au moins 34 personnes sont mortes dans le nord du Ghana, dans des inondations provoquées par de fortes pluies et des débordements d'un barrage au Burkina Faso voisin, ont déclaré jeudi des responsables des organismes de secours.

«Au total, nous avons 34 morts et deux personnes portées disparues. Plus de 52.000 personnes ont été touchées», a expliqué Seji Saji, chef adjoint de l'Organisation nationale de gestion des catastrophes du Ghana. Le barrage de Bagré, un des plus importants du Burkina, sur la rive droite du fleuve Nakambé (ex-Volta blanche), a une capacité de retenue de plus d'un milliard de m³ d'eau. Il se situe à 30 km de la frontière du Ghana. Les autorités burkinabè ouvrent les vannes du barrage lors de la saison des pluies, mais les

volumes d'eau excédentaires inondent régulièrement les zones situées le long des cours d'eau. Les autorités ghanéennes ont recommandé aux habitants des villages situés près du fleuve Nakambé de s'éloigner des rives ou de s'installer provisoirement sur des hauteurs. Le président ghanéen Nana Akufo-Addo et son gouvernement ont été critiqués pour ne pas avoir rendu visite aux victimes des inondations.

La situation exigeait «une attention politique de haut niveau», a jugé Zakaria Sulemana, responsable d'Oxfam au Ghana.

«Nous aurions dû voir le président se rendre dans la région auprès des habitants et mieux encore, annoncer des mesures pour s'assurer que cela ne se reproduise pas», a-t-il ajouté.

PHILIPPINES: Au moins 29 morts dans un glissement de terrain

Les sauveteurs ont continué hier de rechercher des survivants sur le site d'un glissement de terrain dans le centre des Philippines qui a fait au moins 29 morts, selon un nouveau bilan communiqué par la police.

Un précédent bilan a fait état de 22 morts.

Des dizaines de personnes étaient toujours portées disparues après l'effondrement jeudi à l'aube d'un versant d'une colline très escarpée de la localité de Tina-an dans la circonscription de Naga, sur l'île de Cebu.

L'effondrement a été lié vraisemblablement à de très intenses pluies de mousson mais les autorités enquêtaient également sur le rôle éventuel d'une carrière voisine.

Cette nouvelle catastrophe naturelle est survenue quelques jours après le passage du typhon Mangkhut qui a tué au moins 95 personnes dans le nord du pays, selon un nouveau bilan jeudi.

A Cebu, environ 200 policiers, pompiers et spécialistes munis d'équipements lourds continuaient à chercher une cinquantaine de personnes disparues selon Julius Regner, porte-parole de la défense civile. Une vingtaine d'habitants vivant non loin ont dû quitter leur domicile, de crainte de nouveaux glissements de terrain.

AUSTRALIE: 2 attaques de requins en 24 heures dans un archipel touristique

Une adolescente de 12 ans et une femme de 46 ans ont été grièvement blessées à 24 heures d'intervalle dans deux attaques de requin dans une zone très touristique du nord-est de l'Australie, ont annoncé les autorités.

La fille a été hélicoptérée jeudi dans un état grave à l'hôpital après avoir été mordue à la jambe alors qu'elle se baignait dans le secteur de Cid Harbour, dans l'archipel des Whitsundays, au large des côtes de l'Etat du Queensland. Les faits se sont produits un jour après une attaque similaire contre une femme de 46 ans, qui demeurait jeudi dans un état critique après avoir été mordue à la jambe gauche. «Il y avait ce bateau à l'ancre à une soixantaine de mètres du mien, avec vraisemblablement six personnes à bord et toutes semblaient rigoler et tout et tout», a déclaré à la chaîne publique ABC Mark Yates, un témoin. «Vingt minutes plus tard j'ai entendu des cris et je me suis dit: j'ai senti l'air de bien s'amuser», mais les cris se sont poursuivis alors je me suis levé pour regarder et je les ai vu retirer la pauvre femme de l'eau», a-t-il ajouté.

«Il y avait du sang partout.» D'après les spécialistes, les incidents sont en augmentation à cause de la popularité croissante des sports nautiques et du fait que certaines catégories de poissons se rapprochent des plages.

Mais les attaques mortelles sont rares. Les Whitsundays sont une des destinations les plus prisées d'Australie pour leurs plages paradisiaques et leurs eaux turquoise.

SALVADOR Le meurtre, première cause de décès des jeunes Salvadoriens



Les jeunes salvadoriens de 15 à 29 ans risquent avant tout de mourir tués plus que de toute autre cause de décès, selon un rapport de l'ONU publié jeudi.

Les jeunes sont les «principales victimes de la violence», endémique au Salvador où ont été commis 44.343 meurtres au cours des dix dernières années, selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Dans ce pays d'environ 6,5 millions d'habitants, dont quelque 2 millions entre 15 et 29 ans (30% de la population), «des meurtres sont devenus la principale cause de décès des jeunes hommes, bien avant les maladies ou toute autre cause», selon le rapport du PNUD sur le Salvador. «Durant la période 2007-2017, le taux d'homicide chez les jeunes est de 53,4% supérieur à celui chez les adultes», a souligné le repré-

sentant du PNUD au Salvador, Christian Salazar.

Selon l'étude de l'agence onusienne, 49,1% des jeunes vivent dans des quartiers où règne l'insécurité.

Pour les autorités salvadoriennes, la violence est due principalement aux bandes de délinquants qui contrôlent des quartiers entiers pour se livrer au racket et au trafic de drogue.

Pour la seule année 2017, a calculé le PNUD, les violences dont ont été victimes les jeunes a coûté au pays au moins 605 millions de dollars en services de santé, de soutien psychologique et en programmes de prévention.

L'agence onusienne a souligné l'impact du chômage et du «fort taux de déscolarisation», plus particulièrement dans le monde rural: en 2017, «28,6% des jeunes entre 15 et 29 ans n'étaient ni au travail ni à l'école ou à l'université».

FRANCE: La canicule de cet été a tué environ 1500 personnes

La canicule de l'été 2018 en France a provoqué environ 1.500 morts, soit 10 fois moins que lors du record établi en 2003, a annoncé hier la ministre de la Santé Agnès Buzyn. «Il y a eu un excès de mortalité qui était évidemment attendu chez les personnes très âgées, probablement moins de 1.500 morts de plus que ce qui est attendu normalement dans ces mois-là», a déclaré la ministre sur la chaîne Cnews.

Ce chiffre représente «10 fois moins que la canicule de 2003» qui avait fait entre 15.000 et 20.000 morts, mais aussi «moins que les autres épisodes caniculaires» des dernières années, a-t-elle noté.

La ministre s'est félicitée de la «mobilisation» des personnels de santé et des efforts d'information menés à titre préventif au niveau local.

Face à la multiplication attendue des épisodes de canicule avec le changement clima-



tique, Mme Buzyn a appelé à réorganiser les villes, plus sujettes à la chaleur en raison d'un phénomène appelé «îlots de chaleur urbains».

L'été 2018 a été le 2e le plus chaud de l'histoire de France, avec une température moyenne supérieure à la normale de près de 2 C, loin toutefois derrière celui de 2003, selon Météo-France. Une vague de chaleur exceptionnelle a notamment frappé l'ensemble du pays du 24 juillet au 8 août, en particulier le quart nord-est.

AFRIQUE DU SUD: Au moins dix morts dans un accident de la circulation au nord du pays

Au moins 10 personnes ont été tuées hier matin dans un accident de la circulation au Limpopo, nord-est de l'Afrique du Sud. Les causes de l'accident ne sont pas encore connues, a indiqué le porte-parole de la police locale, cité par les médias. L'accident intervient après la

mort de 11 personnes lundi dernier lorsqu'un bus en provenance de Zambie s'est écrasé à Polokwane, dans la même région. Près de 5.000 personnes perdent la vie chaque année dans des accidents de la circulation en Afrique du Sud.

COLOMBIE:

La Colombie reste le premier producteur de cocaïne du monde

La Colombie demeure le principal producteur de cocaïne du monde, avec une hausse record de ses cultures de feuille de coca et de son potentiel de fabrication de cette drogue, dont les Etats-Unis sont le premier consommateur de la planète.

Les plantations illicites de coca se sont accrues de 17% à 171.000 hectares en 2017 par rapport à l'année précédente, et la capacité de production de cocaïne a augmenté de 31% à 1.379 tonnes, soit une valeur marchande estimée à 2,7 milliards de dollars, des chiffres inédits depuis le début de ces mesures en 2001, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

«Je veux exprimer ma profonde préoccupation quant à la quantité d'argent que génèrent les drogues illégales», a déclaré Bo Mathiasen, représentant en Colombie de cette agence de l'ONU, dont il a commenté le rapport annuel publié mercredi à Bogota.

En 2016, la superficie totale de coca, dont la feuille est la matière première de la cocaïne, atteignait 146.000 ha et la capacité de production de la drogue 1.053 tonnes, selon un chiffre révisé par l'ONUDC qui auparavant faisait état de 866 tonnes.

Selon M. Mathiasen, il y a non seulement davantage de cultures, mais elles sont aussi plus productives du fait notamment de variétés plus résistantes aux maladies, demandant moins de soins agricoles et d'une diminution des actions des autorités.

Les plantations actuelles produisent 33% plus de feuilles qu'en 2012.



L'ONUDC a salué la hausse de 20% des saisies de cocaïne, avec 435 tonnes en 2017, mais en soulignant leur «rythme moindre que l'augmentation du potentiel de production».

Et elle a exprimé sa «profonde préoccupation quant au capital issu de l'économie des drogues», qui affecte les efforts de la Colombie pour construire la paix après plus d'un demi-siècle de guerre, renforce les groupes armés illégaux et menace la stabilité de l'Etat.

M. Mathiasen a en outre averti que les régions frontalières de l'Equateur et du Venezuela étaient les plus affectées par les narco-plantations.

Le département le plus concerné reste le Nariño (sud-ouest), sur la côte Pacifique, avec une superficie de coca aussi grande que pour tout le Pérou, deuxième pays du monde en termes de plantations illicites.

Et 80% des cultures sont dans les mêmes lieux depuis dix ans, a souligné le représentant de l'ONUDC.

La Colombie reste ainsi le premier cultivateur de coca et producteur de cocaïne devant le Pérou (43.900 ha) et la Bolivie (24.500).

«Le rapport que nous présente aujourd'hui l'ONUC est vraiment très préoccupant», a déclaré pour sa part la ministre de la Justice, Gloria Maria Borrero.

PAYS-BAS:

4 enfants morts dans une collision entre un train et un vélo

Quatre enfants ont été tués et deux personnes grièvement blessées jeudi matin dans une collision entre un train et un vélo à Oss, dans la province du Brabant, dans le sud des Pays-Bas, a annoncé la police.

L'accident a eu lieu sur un passage à niveau gardé. Les causes de la collision n'étaient pas encore connues. Les quatre victimes sont des enfants, a indiqué la police. Une femme et un enfant sont grièvement blessés. Le train, en provenance de Nijmegen (est) et à destination de la ville voisine de Bois-le-Duc, dans le Brabant, a percuté un vélo triporteur qui transportait des enfants. «Les services d'urgence sont présents à Oss sur un accident très grave entre un train et un tricycle», a indiqué la police sur son compte Twitter. «L'accident a tué quatre enfants. Les secours sont encore sur place», a-t-elle poursuivi. «C'est vraiment un terrible accident», a déclaré un porte-parole de la société de chemin de fer nationale NS. «Nous n'avons pas d'autres détails et sommes tenus au courant par la police», a-t-il poursuivi auprès de l'agence de presse néerlandaise ANP.

INDE:

Dépressurisation à bord d'un vol Jet Airways, 30 passagers souffrent de saignements d'oreilles et du nez

Au moins 30 passagers d'un vol Jet Airways ont subi jeudi des saignements à l'oreille et au nez en raison de la dépressurisation de la cabine de leur appareil qui venait de décoller de Bombay, selon des responsables de l'aviation civile. Assurant une liaison entre les villes indiennes de Mumbai et Jaipur, le vol 9W-697 avec 166 passagers et cinq membres d'équipage a été contraint de retourner à l'aéroport peu après le décollage, a indiqué un porte-parole de Jet Airways. Plusieurs passagers se sont plaints de maux de tête violents et au moins 30 personnes ont déclaré avoir des saignements du nez et des oreilles et ont reçu immédiatement des premiers soins par une équipe de médecins de l'aéroport, a précisé le porte-parole de Jet Airways. L'équipage aurait manqué d'activer le «purgeur» avant le décollage, entraînant une perturbation de la pression dans la cabine avant le déploiement des masques d'oxygène, selon les responsables de l'aviation civile. La Jet Airways a déclaré avoir mis l'équipage concerné hors service en attendant les résultats d'une enquête ouverte sur l'incident. Une deuxième enquête de la Direction générale de l'aviation civile (DGCA) a également été lancée.

FRANCE:

300.000 retraités vont bénéficier d'une compensation fiscale en 2019

Quelque 300.000 retraités français devront bénéficier à partir de 2019, d'une compensation fiscale suite à la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG), a annoncé jeudi, le Premier ministre français.

«Il y aura 300 000 personnes qui n'auront pas à payer cette augmentation de la CSG dans les années qui viennent parce que justement leurs revenus sont très variables, ou même un tout petit peu variables, et le fait de basculer un tout petit peu au-dessus du seuil les aurait fortement pénalisés», a affirmé Edouard Philippe, qui intervenait sur les ondes de la radio France Inter. Ce qui représenterait, «un effort de 350 millions d'euros» pour l'Etat français, selon le responsable. Mardi dernier, le gouvernement français a fait état de 100 000 retraités «parmi les plus modestes», qui seraient exonérés de la hausse de 1,7 points de la CSG en 2019. Créée en 1991, la CSG est un impôt destiné à participer au financement de la protection sociale. Elle est prélevée notamment sur les salaires et les primes, les revenus patrimoniaux, les pensions de retraites ou encore sur des gains de jeux.

MADAGASCAR:

Situation «sous contrôle» après la réapparition de la peste

Le ministre malgache de la Santé a assuré jeudi que la situation était «sous contrôle» après l'annonce des premiers cas confirmés de peste de la saison, disant que les leçons avaient été tirées du lourd bilan de l'an dernier. «Nous avons enregistré du 1er août jusqu'au 17 septembre treize cas suspects de peste, dont trois cas confirmés qui ont causé deux décès», a déclaré M. Yoël Rantomalala.

Le premier cas mortel a été identifié à Fiadanana, à quelque 300 km au sud de la capitale Antananarivo, le second dans le district d'Ambalavao (sud), à près de 500 km de la capitale.

«Pour l'instant, nous contrôlons la situation, on est sur la bonne voie», a



insisté M. Rantomalala devant la presse. La peste est endémique sur la Grande Ile et réapparaît presque chaque année depuis 1980 dans les zones rurales à la faveur de la saison des pluies. L'an dernier, l'épidémie s'était déclarée dès le mois d'août et s'était exceptionnellement

propagée aux grandes zones urbaines, dont la capitale Antananarivo, prenant de cours les autorités. La contamination avait été finalement déclarée sous contrôle fin novembre, après avoir fait plus de 200 morts. «On a tiré les leçons de l'épidémie de l'an dernier», a assuré M.

Rantomalala, «l'an dernier au mois de septembre, on avait déjà eu 54 cas confirmés». «Pour l'heure, il n'y a pas lieu de parler d'épidémie ni de restriction de toute réunion publique», a pour sa part assuré la représentante locale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Charlotte Ndiaye. Des élections générales sont prévues le 7 novembre et le 19 décembre sur la Grande Ile. La bactérie de la peste, qui se développe chez les rats, est véhiculée par les puces. Chez l'homme, la forme pulmonaire de la maladie - transmissible par la toux - peut être fatale en seulement 24 à 72 heures. La forme bubonique est moins dangereuse.

FRANCE:

Plus de 1,3 million de la population de Paris respirent un air pollué qui dépasse les plafonds fixés par l'OMS

Plus de 1,3 million de la population de Paris et banlieue respirent un air pollué qui dépasse les plafonds fixés par l'Organisation mondiale de la santé et la Commission européenne, selon le dernier rapport annuel publié par Airparif.

«Malgré une amélioration globale de la situation en Ile-de-France, de nombreux habitants de Paris et sa région respirent encore un air pollué qui dépasse les plafonds fixés par

l'Organisation mondiale de la santé et la Commission européenne», a souligné l'étude publiée mercredi à l'occasion de la Journée nationale pour la qualité de l'air.

Si 2017 a vu une tendance générale à l'amélioration en Ile-de-France, certains polluants dépassent cependant toujours les normes, à des degrés divers : le dioxyde d'azote (NO2), les particules fines de respectivement 10 microns (PM10) et 2,5

microns (PM2,5), l'ozone (O3) et le benzène (C6H6). Des dépassements essentiellement constatés dans l'agglomération parisienne et le long des axes de circulation, ajoute la même source.

D'après l'INVS (l'agence nationale de santé publique), 48.000 décès annuels seraient dus aux particules fines, qui font de cette pollution la troisième cause de mortalité en France.

Stress : les sports qui défoulent

Lorsque nous sommes stressés, des substances énergétiques sont déversées dans la circulation sanguine que notre organisme utilise bien... si l'on est actif ! Voici des programmes simples pour évacuer les tensions, à exécuter en alternance si possible.



La marche (20 à 30 minutes par jour)

Le dos droit, les épaules redressées, déroulez toutes vos articulations en marchant. Alternez les phases de marche rapide (10 minutes d'affilée) et celles de marche lente. Si vous utilisez les transports en commun, faites la première et la dernière station à pied.

La natation (à votre rythme)

Commencez par 25 à 200m de brasse à un rythme assez lent. Enchaînez ensuite 4 longueurs de piscine en nageant la brasse ou le crawl, sans poser le pied. Puis, faites 2 longueurs de dos crawlé. Terminez votre séance par 2 longueurs de brasse à 1 rythme lent afin de récupérer.

Le jogging (30 minutes)

Faites 5 minutes de marche rapide pour vous échauffer, puis 10 minutes de course lente, 5 minutes de marche et 5 minutes de course lente. Terminez par 5 minutes de marche en soufflant bien. Une fois entraîné, vous pouvez augmenter le temps consacré à la course lente.

Bon à savoir

Si vous ne pratiquez aucune activité physique depuis longtemps, évitez les sports violents comme le squash, le tennis ou encore l'aérobic. Commencez par des sports plus doux tels que la gymnastique au sol, le pilate ou le stretching.

Corde à sauter : les recommandations pour bien la pratiquer

Si la corde à sauter est un sport simple à adopter et excellent pour la santé, il est essentiel de bien la pratiquer.

Le bon équipement

Justement parce que la corde à sauter ne demande aucun équipement particulier, il est essentiel de choisir au minimum une corde avec des poignets ergonomiques, et un peu lourde.

Il est préférable, pour mieux sentir les chocs, de sauter pieds nus, ou de porter des baskets légères sans semelle ultra compensée explique Valérie Orsoni. Car pour bien sauter à la corde, il faut le faire sur la pointe de pieds. Il est impératif de porter un soutien-gorge de sport pour ne pas abîmer sa poitrine à cause des chocs répétés.

La bonne posture

Les épaules doivent être détendues car ce sont les poignets

flexibles qui tournent la corde. Les jambes doivent légèrement fléchir, les pieds sont positionnés à 10 centimètres d'écart, les bras à 10 cm du corps et la paume des mains tournée vers le ciel. Comme les danseuses, on regarde l'horizon. Pour une bonne longueur de corde, calculez la longueur entre vos pieds et votre nombril. Si l'on est vraiment débutante, on réalise un petit échauffement préalable en faisant des rotations du cou, des poignets et des chevilles et 10 petits sauts à vide.

Le bon entraînement

Valérie Orsoni, coach sportive préfère que l'exercice soit pratiqué longtemps mais doucement plutôt que rapidement et vite. Car, la corde à

sauter est un sport intense. On commence par sauter une minute et se reposer une minute 6 fois de suite.

On essaie à terme d'alterner 3 minutes de saut (le temps d'une chanson) et de repos. Valérie Orsoni recommande de pratiquer l'exercice 3 fois par semaine, pour qu'il devienne quotidien. Il n'y a pas de limite, sauf celle du mal-être. Il faut toujours se sentir bien une fois l'exercice physique terminé.

Les contre-indications

Les personnes en surpoids (d'au moins 15 kilos), cardiaques (même faibles) ou ayant des problèmes d'articulations ne doivent pas pratiquer la corde à sauter.



Les sédentaires vivent moins longtemps

Les personnes qui ont un mode de vie sédentaire et restent assis trop longtemps ont une espérance de vie moindre, selon des chercheurs australiens.

Mort subite du sportif : les hommes sont beaucoup plus touchés

Une étude française met en lumière les différences entre hommes et femmes face à la mort subite liée au sport. Les cyclistes amateurs de plus de 55 ans font partie des personnes les plus à risque.

La pratique d'une activité sportive diminue de 30% le risque de mortalité prématurée, assure l'Institut de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Pourtant, les hommes de plus de 55 ans qui pratiquent de la course à pied ou du cyclisme au niveau amateur sont sujets à un risque accru de mort subite.

Le professeur Eloi Marjion du centre de recherche cardiovasculaire de l'hôpital Pitié-Salpêtrière est le principal auteur d'une étude parue sur la revue américaine *Journal of the American Medical Association*. Après avoir travaillé en collaboration avec la France, il a constaté que le risque de mort subite augmente chez les hommes âgés de plus de 55 pratiquant du cyclisme ou de la course à pied, au lieu de la natation.

Une prévalence de maladies coronaires

Comme le précisaient les premiers résultats de cette étude parus en juillet 2011, «plus de 90 % des cas de mort subite surviennent chez des sportifs non compétiteurs, donc des amateurs plus ou moins assidus et entraînés», rappelle l'hebdomadaire *Le Point*.

«Dans 75 % des cas, nous ne sommes pas certains de connaître la cause exacte de ces décès, car très peu d'autopsies sont réalisées», a déclaré Eloi Marjion à l'Agence de presse médicale (APM). «Cependant, l'une des hypothèses pourrait être la plus grande prévalence des maladies coronaires parmi les hommes et donc parmi les sportifs.» Une autre possibilité envisagée par les scientifiques pourrait être que les femmes pratiquent du sport de façon plus raisonnable que les hommes.

«Vous travaillez au bureau et passez la plupart de votre journée assis ? Il est temps de vous lever de votre fauteuil ! Selon une étude de l'Université de Sydney menée sur plus de 200 000 personnes, passer 11 heures par jour ou plus en position assise pourrait diminuer l'espérance de vie. Les chercheurs australiens sont catégoriques : rester assis 11 heures ou plus chaque jour augmente de 40 % le risque de mourir dans les trois années suivantes. Ils auraient 40 % plus de risques que ceux qui passent moins de quatre heures par jour assis. Ces résultats plutôt alarmistes ont été publiés dans la revue *Archives of Internal Medicine* en prenant en compte l'activité physique, le poids et l'état de santé des participants.

«La marche du matin et [...] la gym gardent toute leur importance, mais il est également primordial d'éviter de rester assis trop longtemps», affirme le Dr. Hidde van der Ploeg, chargé de recherches à l'Université de Sydney. Nos résultats le prouvent : le temps passé assis, au bureau, à la maison ou dans la voiture doit être réduit.

La sédentarité, facteur de risque de cancer

Cette nouvelle étude n'est pas la première à mettre en garde contre les risques de la position assise



prolongée. On sait que la sédentarité, le fait de passer son temps libre inactif au bureau, chez soi devant sa télé ou en voiture augmente les risques de surpoids, d'obésité et de diabète. Surout, la station assise prolongée augmente les risques de cancer, ou de connaître une rechute, pour les personnes en rémission. Dans une autre étude, des chercheurs ont démontré que passer régulièrement son temps assis face à un

écran, à raison de deux heures par jour, peut provoquer des problèmes cardiaques. Pour prévenir les effets délétères de la sédentarité, pratiquer une activité physique régulière reste la meilleure solution. Bouger une demi-heure par jour rajoutent les cellules, préserve les facultés mentales et permet de garder la ligne ! Mieux, des études récentes ont découvert que 30 minutes de marche quotidiennes ralentit le vieillissement

mental de cinq à sept ans. Et au bureau alors ? Ne restez pas assis trop longtemps : faites des pauses régulièrement et profitez-en pour vous balader 5 minutes dans les couloirs, empruntez les escaliers plutôt que l'ascenseur et allez voir directement votre collègue plutôt que de choisir le mode mail. Déplacez-vous ou bougez au moins les épaules en prenant de grandes inspirations pour dissiper la tension musculaire.

Le manque d'exercice nous rend moins performants

Ne pas bouger suffisamment et avoir une mauvaise alimentation ne nuisent pas seulement à notre santé. Cela affecterait également notre productivité au boulot, selon une étude américaine.

On nous rebat les oreilles sur les risques pour notre santé de la sédentarité et d'une alimentation pas équilibrée. Mais on sait moins que lorsque l'on mange mal on augmente notre risque de 66 % d'être moins productive au travail. Le manque d'exercice, lui, augmenterait le risque de 50%.

Des chercheurs de la Brigham Young University ont enquêté auprès de 19 803 salariés de trois grandes entreprises. Leurs résultats sont parus dans la revue *Population Health Management*. On apprend également que fumer augmente le risque de 28% de perdre de la productivité.

Les plus concernés par cette potentielle baisse de performance seraient les personnes âgées entre



30 et 39 ans, constatent les chercheurs. Les plus de 60 ans étant les plus à l'abri de ce risque.

Plus intéressant encore, l'étude cite des secteurs d'activité qui seraient les plus affectés par cette

potentielle baisse de productivité : les services, les transports, la pêche, la construction et l'agriculture.

Le mode de vie influe sur notre bien-être en général et cela se ressent au travail. La solution ? S'habituer à manger équilibré au boulot. Par exemple, on peut miser sur le frais et le bio plutôt que la cuisine industrielle. On essaie de consommer des aliments riches en oméga 3 et on limite les aliments gras. Autant de conseils nutri qui nous aident à carburer au boulot.

Et si on a du mal à se motiver pour faire du sport, on pense à écouter de la musique, cela nous permet de dépasser nos limites.

L'alimentation mais aussi le sommeil jouent sur notre forme au travail. Une récente étude a montré que les troubles du sommeil diminuent les capacités intellectuelles et les performances quotidiennes.

CÔTE D'IVOIRE: 30.000 soldats mobilisés pour la sécurisation des élections régionales et municipales

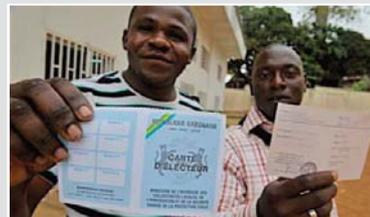


Quelque 30.000 éléments des forces de défense et de sécurité vont assurer le bon déroulement des élections régionales et municipales du 13 octobre en Côte d'Ivoire, a annoncé jeudi la commission en charge de l'organisation du scrutin. «Il existe un plan de sécurisation des élections qui implique 30.000 éléments dont des policiers, des militaires et des gendarmes», a indiqué le vice-président de la Commission électorale indépendante (CEI), Alain Dogou, lors d'une rencontre avec les candidats à Abidjan.

Les élections mettront aux prises 88 listes pour l'élection des conseillers régionaux et 684 listes pour les conseillers municipaux dans 31 et 201 circonscriptions respectivement, avec près de 6,6 millions d'électeurs répartis sur 10.599 sites et 20.504 bureaux de vote sur l'ensemble du territoire national.

La campagne électorale s'ouvrira le 28 septembre à minuit et s'achèvera le 11 octobre 2018 à minuit. Avant l'entame de la campagne, il sera remis à chaque liste 300 affiches et 1.000 bulletins de vote, a souligné le président de la CEI, Youssouf Bakayoko, qui a invité tous les candidats à «une campagne apaisée». «Nous voudrions vous assurer, et avec vous l'ensemble de la communauté nationale, de notre détermination à organiser des élections fiables, transparentes, équitables et dont les résultats seront à tous égards le reflet du choix des électeurs», a conclu M. Bakayoko.

GABON: Début de la distribution des cartes d'électeur à l'approche des législatives et des municipales



Le ministère gabonais de l'Intérieur a annoncé jeudi le démarrage dans tout le pays de la distribution des cartes d'électeur dans la perspective des élections législatives et municipales du 6 octobre prochain. Quelque 680.194 électeurs sont appelés aux urnes ce jour-là pour le premier tour des législatives et le tour unique des élections locales dont le but est d'élire les conseillers municipaux et départementaux. Le scrutin permettra d'élire 143 députés au suffrage universel direct. Les élus locaux éliront à leur tour les 52 sénateurs du pays, les maires et présidents de conseils départementaux. Quant au second tour des législatives, il est prévu le 27 octobre. Une partie de l'opposition dirigée par l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA), Jean Ping, a décidé de boycotter les deux scrutins. Plusieurs autres partis de l'opposition ont en revanche décidé d'y participer.

ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DU MALI: Une célébration sur fond de paix et de stabilité

Le Mali célébrera demain, 22 septembre, le 58e anniversaire de son indépendance sur fond de paix et de stabilité notamment après la réélection du président Ibrahim Boubacar Keïta pour un second mandat à la tête du pays et les progrès enregistrés dans l'application de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, signé en 2015.

A cette occasion, le journal malien, l'ESSOR, a consacré un numéro spécial dans lequel il a énuméré les principales avancées concrétisées durant le premier mandat du président Ibrahim Boubacar Keïta, soulignant que «malgré les multiples difficultés rencontrées, le Mali se relève résolument des conséquences de la grave crise sécuritaire et institutionnelle qu'il avait connue en 2012».

Au cours de son premier mandat, le président Keïta avait lancé plusieurs chantiers «majeurs», tant dans le domaine des infrastructures qu'en matière de réformes institutionnelles, de renforcement des capacités des forces armées et de sécurité, a écrit l'Essor dans ce numéro spécial publié sur son site électronique.

Au nombre des réalisations, le quotidien malien a cité les infrastructures réceptionnées dont l'échangeur de Ségou, le pont de Kayo et la route Bamako-Koulikoro.

De point de vue législation, le président Keïta avait promulgué une nouvelle Loi portant orientation et programmation militaire et la Loi sur la promotion du genre.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'Essor a évoqué particulièrement l'initiative du chef de l'Etat de doter les étudiants maliens d'outils informatiques (PC, tablettes et Internet) dans le cadre d'un projet présidentiel s'intitulant «Donya» ayant pour slogan «Un étudiant, un ordinateur».

Le projet qui avait été confié au ministère de l'Economie numérique et de la Communication vise à per-



mettre aux étudiants de se familiariser davantage avec les outils informatiques, d'accéder aux contenus pédagogiques et d'effectuer des recherches qui rentrent dans leur cursus universitaire. Le Mali dispose de 5 grandes universités publiques, d'écoles supérieures et d'instituts spécialisés de formation, accueillant au total plus de 100.000 étudiants.

L'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger, constitue un autre «acquis» pour le Mali et avait connu des avancées significatives dans sa mise en œuvre, a également évoqué le média malien.

Dans ce contexte, l'Essor a cité les réformes politiques et institutionnelles prévues par ce texte et qui avaient été mises en œuvre depuis sa signature en mai 2015 à Alger.

Il s'agit notamment de la mise en place des autorités intérimaires à Tombouctou, Gao et Kidal ainsi que

des collèges transitoires à Taoudénit et Ménaka.

A ces réalisations, s'ajoutent la révision des principaux textes juridiques sur la décentralisation, l'administration du territoire et les élections.

Tout en relevant que l'application de certains engagements de l'Accord exige une révision de la Constitution de 1992, notamment pour la création de la deuxième Chambre du parlement, l'Essor a considéré que la tenue de la Conférence d'entente nationale, du 27 mars au 2 avril 2017 a été une «grande avancée» pour le pays.

«La rencontre avait permis d'ouvrir un débat approfondi entre les composantes de la Nation malienne sur les causes profondes du conflit.

Le processus avait abouti à l'élaboration d'une Charte pour la paix et la réconciliation nationale», a rappelé le journal.

SURVEILLANCE DES FRONTIÈRES: Khartoum et Juba appuient les efforts de la FISNUA (ONU)

Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, s'est félicité des «développements positifs» entre le Soudan et le Soudan du Sud dans la zone frontalière Abyei, soulignant que les deux parties ont respecté les mesures mises en place par la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abyei (FISNUA).

Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a été entendu jeudi par le Conseil de sécurité de l'ONU sur l'état de la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abyei (FISNUA) chargée de la vérification et la surveillance de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud dans la zone d'Abyei, selon un communiqué publié par l'ONU.

Le Conseil de sécurité avait instauré fin avril par sa résolution 2412, une série de «mesures vérifiables» et de «critères sur la démarcation de la frontière entre les deux pays».

S'agissant du premier critère portant sur la facilité



de la liberté de déplacements, les deux pays ont chargé leurs équipes d'agents de surveillance basés dans le quartier général du Mécanisme à Kadugli de fournir les autorisations, a fait savoir Jean-Pierre Lacroix, ajoutant que «toutes les patrouilles de la FISNUA ont été approuvées sans délais depuis avril».

En ce qui concerne la création de couloirs de passage de la frontière, M.

Lacroix a indiqué que les progrès sur ce critère dépendent encore des efforts de sensibilisation à mener par les parties auprès des communautés vivant dans cette zone. De

tels efforts sont en effet nécessaires pour dissiper les préoccupations de ces communautés, en soulignant auprès d'elles que le marquage des couloirs de passage de la frontière et les opérations du Mécanisme ne préjugent en rien de l'actuel ou futur statut juridique de la frontière, a-t-il expliqué.

Le responsable onusien a indiqué que les deux parties n'ont pas été en mesure, en revanche, d'avancer les discussions sur le document de démarcation de la frontière.

Tout en relevant des progrès «inégaux» observés ces derniers mois en vue de remplir les critères cités,

Jean-Pierre Lacroix a ajouté que «la composante militaire de la Mission onusienne concentrerait ses déploiements le long des frontières de la zone d'Abyei afin de prévenir toute incursion armée».

Dans ce contexte, il a plaidé pour que les missions de paix s'adaptent aux réalités sur le terrain et oeuvrent à une solution politique, tout en soutenant que l'appui à la FISNUA doit être reconfiguré afin que les deux parties aboutissent à des progrès tangibles, conformément aux recommandations du Secrétaire général de l'ONU. Par ailleurs, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a salué les efforts qui avaient été menés par Khartoum visant à faciliter les pourparlers entre les parties sud-soudanaises ayant abouti à la signature d'un accord de paix le 12 septembre dernier.

Après cette présentation, le Conseil de sécurité a pris note de l'appui accru de l'ONU au Soudan et au Soudan du Sud.

PALESTINE:

Le président Abbas attendu à Paris pour relancer les pourparlers de paix au Proche-Orient

Le président de l'Etat de la Palestine, Mahmoud Abbas, est attendu vendredi à Paris pour une visite au cours de laquelle il sera reçu par son homologue français Emmanuel Macron, ont rapporté des médias locaux.

«L'objectif de la rencontre entre les deux dirigeants est de s'entretenir des efforts visant à relancer les pourparlers de paix, qui ont été gelés depuis décembre 2017», ont ajouté les mêmes sources.

Le président français a exprimé, récemment, son intention de relancer les négociations de paix entre les palestiniens et israéliens, notamment après le refus par les responsables Palestiniens la médiation des Etats Unis, en raison du soutien affiché par l'administration de Donald Trump à Israël.

Les Palestiniens avaient gelé toutes les relations diplomatiques avec les Etats-Unis depuis la reconnaissance d'El Quds occupée comme capitale d'Israël par Washington en décembre 2017, suivie par le transfert illégal en mai dernier de l'ambassade américaine de Tel-Aviv vers El Quds occupée.

L'arrêt de l'aide américaine octroyée à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) en début septembre et la fermeture de la représentation de l'Organisation de libération de la Palestine à Washington la semaine dernière ont provoqué l'indignation et la colère de l'Autorité palestinienne dénonçant le parti pris outrancière-



ment pro-israélien des Etats-Unis, lui déniaient ainsi toute crédibilité pour mener des négociations de paix comme ce fut le cas auparavant.

L'ex-ambassadeur palestinien aux Etats-Unis, Husam Zomlot, a estimé dans ce contexte que «c'est aux Etats Européens, en particulier la France de prendre la main sur le dossier palestinien pour faire office de médiateurs».

«Cette visite du président Abbas à Paris est vraiment stratégique, parce qu'avec tout ce qui s'est passé à Washington ces derniers mois et

parce que l'administration Trump a tout fait pour se retirer de la table des négociations et se disqualifier comme médiateur dans le processus de paix, le rôle des Européens et de la communauté internationale devient très important», a-t-il soutenu.

Le diplomate palestinien a appelé Paris et Bruxelles à prendre en charge la question palestinienne, affirmant que la Palestine a besoin d'un «mécanisme international pour combler ce vide et que la France peut être un allié clé dans ces efforts de paix».

IRAN-RUSSIE:

L'Iran poursuit sa coopération nucléaire avec la Russie

Téhéran et Moscou coopèrent étroitement dans différents domaines de l'industrie nucléaire, a déclaré jeudi le porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (AEOD).

«La coopération nucléaire entre l'Iran et la Russie se poursuit à un haut niveau dans différents domaines», a déclaré le porte-parole, Behrouz Kamalvandi, cité par l'agence de presse Tasnim. La coopération de l'Iran avec la Russie comprend la construction de deux nouvelles centrales nucléaires, ainsi que des projets sur les isotopes stables et le combustible nucléaire, a déclaré M. Kamalvandi.

Les hauts responsables iraniens et russes sont en pourparlers pour la construction de centrales nucléaires de petite et moyenne taille en Iran, a également indiqué M. Kamalvandi.

La première centrale nucléaire de l'Iran, une centrale de 1 000 mégawatts à Bouchehr, a été achevée par la Russie en mai 2011. L'Iran et la Russie ont également convenu de développer la centrale de Bouchehr.

Le plan Bouchehr Phase-2 consistera en deux unités d'une capacité de production cumulée de 2 100 mégawatts. La première pierre de ce projet de 10 milliards de dollars a été posée en septembre 2016, et la cérémonie d'ouverture du chantier a eu lieu en octobre 2017.

L'achèvement de ces travaux est prévu pour 2026.

BIRMANIE:

Le chef de l'ONU réclame à nouveau la libération des deux journalistes

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réclaté à nouveau jeudi la libération des deux journalistes de Reuters emprisonnés en Birmanie après une enquête sur des exactions commises par l'armée contre la minorité Rohingya.

Il «n'est pas acceptable» que Wa Lone, 32 ans, et Kyaw Soe Oo, 28 ans, aient été condamnés à sept ans de prison «pour ce qu'ils faisaient» comme journalistes en Birmanie, a-t-il dit lors d'une conférence de presse. «J'espère que le gouvernement sera en mesure de les gracier pour les remettre en liberté aussi tôt que possible», a-t-il ajouté.

La semaine dernière, la dirigeante birmane Aung San Suu Kyi avait défendu l'emprisonnement des deux journalistes, jugeant qu'ils n'étaient pas détenus en raison de leur métier, mais parce qu'ils avaient «enfreint» la loi. Interrogée jeudi lors d'une rencontre avec la presse sur la Birmanie, l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, a déploré l'attitude d'Aung San Suu Kyi: «Nous avons un problème de communication actuellement avec la Birmanie.

Ce qu'ils disent, personne ne le comprend, et ce qu'on dit, ils ne l'entendent pas».

«Il faut que la communauté internationale parle d'une seule voix sur la Birmanie», a-t-elle précisé, en évoquant la tenue d'une réunion ministérielle la semaine prochaine sur ce pays en marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, qui réunira à New York près de 130 chefs d'Etat et de gouvernement.

IRAN:

Téhéran dément la tenue d'une rencontre entre Rohani et Trump à l'Assemblée générale de l'ONU

Téhéran a démenti hier les informations parues dans la presse selon lesquelles une rencontre aurait lieu entre le président iranien Hassan Rohani avec son homologue américain Donald Trump en marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations unies prévue la semaine prochaine à New York, ont rapporté des médias locaux.

«L'Iran n'a pas demandé de rencontre avec Donald Trump dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations

unies», a déclaré Bahram Qassemi, porte-parole de la diplomatie iranienne, en démentant les informations diffusées par la presse.

«Je tiens à souligner à nouveau que la partie iranienne n'a jamais demandé une rencontre avec M.Trump», a-t-il indiqué, selon l'agence IRNA. Le représentant spécial américain pour l'Iran, Brian Hook, avait déclaré, mercredi dernier, que «Washington voulait négocier avec l'Iran un traité qui couvrirait à la fois le programme

nucléaire et le programme balistique de Téhéran». Il avait, à cette occasion, présenté l'accord de 2015 comme un simple «accord personnel entre deux gouvernements», et «non comme un traité». Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a contesté sur son compte Twitter cette interprétation. «L'accord signé à Vienne en juillet 2015 était bien un accord international confirmé par une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu», avait précisé le

chef de la diplomatie iranienne. «Les Etats-Unis ont violé les engagements de ce traité (...) Apparemment, ils se moquent des appels à la paix», avait ajouté également le ministre iranien.

Les cinq autres pays signataires de l'accord de 2015 (France, Allemagne, Royaume-Uni, Chine et Russie) tentent de le sauver après le retrait unilatéral des Etats Unis en mai dernier, affirmant qu'il est le meilleur moyen d'encadrer les activités nucléaires de l'Iran.

YÉMEN:

Une sénatrice accuse Pompeo d'avoir «violé la loi»

Une sénatrice démocrate a accusé jeudi le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo d'avoir «violé la loi» en certifiant que l'Arabie saoudite prenait des «mesures manifestes» pour épargner les civils au Yémen.

Mike Pompeo a émis cette «certification» la semaine dernière au sujet du rôle de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, alliés dans une coalition qui intervient militairement depuis 2015 au Yémen contre les rebelles Houthis.

Une loi américaine impose à l'administration une telle certification au Congrès pour maintenir inchangé son soutien logistique à ces deux pays arabes.

La décision de M. Pompeo avait immé-

diatement été contestée par plusieurs parlementaires et organisations internationales, d'autant qu'elle intervenait un mois seulement après un raid de cette coalition ayant coûté la vie à 40 enfants. Dans son rapport au Congrès, le chef de la diplomatie américaine reconnaissait d'ailleurs un nombre «bien trop élevé de victimes civiles» causées par l'alliance sous commandement saoudien.

Le Wall Street Journal a en outre rapporté jeudi, sur la foi d'un mémo confidentiel interne, que plusieurs services du département d'Etat avaient déconseillé à Mike Pompeo de «certifier» la bonne conduite de Ryadh et Abou Dhabi. Il avait la possibilité de ne pas émettre cette cer-

tification, tout en confirmant le soutien logistique américain au nom des intérêts de sécurité nationale.

«Il était clair que cette certification était bidon quand elle a été annoncée, et les informations sur ce mémo interne confirment que l'administration a clairement violé la loi», a déclaré la sénatrice démocrate Jeanne Shaheen, à l'origine de cette disposition législative avec un collègue républicain.

«Les frappes aveugles de la coalition sous commandement saoudien coûtent la vie à de nombreux civils et il est temps qu'elle réponde de ses actes», a-t-elle ajouté jeudi dans un communiqué, demandant au gouvernement de soumet-



tre une nouvelle certification «qui corresponde aux faits sur le terrain».

TIZI-OUZOU : Un Salon du patrimoine culturel immatériel en hommage à la femme algérienne

La troisième édition du Salon du patrimoine culturel immatériel qui se tiendra à Tizi-Ouzou du 27 au 26 septembre courant, rendra hommage à la femme algérienne pour son rôle dans la préservation du patrimoine national, a-t-on appris jeudi de la direction locale de la culture.

Placée sous le thème «La femme algérienne garante de la transmission du patrimoine culturel immatériel», cette manifestation qui sera abritée par la maison de la culture Mouloud Mammeri, sera l'occasion de rappeler le rôle de la femme dans la transmission du patrimoine immatériel à travers, notamment, une exposition sur la poterie, l'habit traditionnel, l'art culinaire et autres métiers exclusivement féminins, a-t-on inclus de même source.

Un hommage particulier sera rendu à la troupe «Urar l'Khalath» de la Chaîne II de la Radio Nationale, un groupe de femmes qui a perpétué et vulgarisé la chanson populaire féminine à travers une émission radiophonique hypnomyne. Une troupe qui comptait de grandes figures de la chanson algérienne dont El Djida Thamechtoth, Anissa, Djamilia et Cherifa, a-t-on ajouté.

Durant ce Salon, des ateliers de démonstration de décoration de poterie avec des motifs berbères et de la Blouza Oranaise, de contes et de jeux traditionnels, ainsi que



des spectacles de chants féminins et une démonstration d'une cérémonie de mariage traditionnel sont également prévus, selon le programme communiqué à la presse.

Des conférences-débat sont aussi au menu et seront animées par des spécialistes à l'instar de Galez Ouiza maître-chercheur au

Centre national de recherche pré-historique, anthropologiques et historiques (CNRPAH) qui parlera de la «convention 2003 et la question du genre», Fairouz Recham de l'université de Bouira qui abordera le thème de «la femme et la chanson kabyle» et Zahia Ben Abdellah qui a intitulé sa conférence «patrimoine féminin».

MOSTAGANEM: Répertorier le patrimoine oral de manière scientifique et organisée pour le sauver

Les participants au colloque national de poésie melhoun, organisée à Mostaganem, ont mis l'accent sur l'importance, voire l'urgence, de répertorier le patrimoine oral de manière scientifique et organisée pour le sauver. Le président de la ligue nationale de la littérature populaire, Omar Bouaziz (Biskra), a insisté sur une réflexion profonde et urgente susceptible d'aider à sauver ce qui est resté du patrimoine oral algérien en conservant ses écrits dans des documents ou électronique, soulignant que la poésie Melhoun est une partie essentielle de l'identité nationale.

M. Bouaziz a ajouté que le legs oral nécessite aujourd'hui une collecte, un répertoriage et une documentation partant de la définition de ses notions et de sa relation avec la littérature classique et les spécialités scientifiques comme l'histoire, la sociologie avant de passer à son authentification.

Le chercheur en patrimoine, Khaled Chahlal Yacine, de Mostaganem a fait observer que la documentation de la poésie Melhoun est confrontée à la difficulté de déterminer une terminologie pour cette expression artistique dans la chanson et

dans le texte littéraire, soulignant qu'un grand effort scientifique doit être fourni dans ce sens.

Le chercheur en histoire, Amar Belkhdja (Tiaret), a plaidé pour un inventaire urgent pour préserver le texte littéraire populaire, ainsi que la création d'une entreprise pour conserver toutes les expressions orales et leur protection contre l'oubli, insistant sur le rôle de l'école et de l'université à encourager les nouvelles générations à apprécier la culture populaire algérienne dans ses différentes composantes.

Tenu à la bibliothèque principale de lecture publique «Dr Moulay Belhamissi de Mostaganem» dans le cadre du festival culturel national de la poésie Melhoun (19 au 21 septembre en cours), le colloque enregistre la participation d'universitaires et chercheurs des wilayas de Mostaganem, Tiaret, Alger, Blida, Biskra, Souk Ahras et Guelma.

Le commissariat du festival a édité, lors de ce colloque, une publication collective de 130 pages comportant des suivis du 5e colloque national de la poésie Melhoun organisé en 2017.

CHLEF : Une caravane culturelle et artistique «prochainement» au profit des zones reculées



Une caravane culturelle et artistique sillonnera dans les prochains jours des régions reculées de quatre communes de Chlef, à l'initiative de la direction de la culture de la wilaya a-t-on appris, jeudi, auprès des organisateurs.

Un riche programme d'activités culturelles et artistiques est prévu au titre de cette caravane, qui sillonnera quatre communes de la wilaya, a indiqué à l'APS le directeur de la maison de la culture de Chlef, Djilali

Dahmani, en marge d'une représentation théâtrale pour enfants, sur le thème de l'hygiène du milieu.

Les zones reculées ciblées par cette activité se trouvent dans les communes de Bouatab, El Ka-

rimia, Zeboudja et Dahra, a-t-il déclaré, signalant la programmation, à leur profit, d'ateliers d'arts plastiques, de la musique, du théâtre et des concours de détente.

L'environnement et l'hygiène du milieu constituent les thèmes principaux des ateliers et pièces théâtrales programmés, a souligné M. Dahmani, l'objectif étant, selon lui, d'ancrer la culture de l'environnement chez les générations montantes, tout en incitant les citoyens à s'impliquer dans les campagnes nationales de nettoyage et de bénévolat.

L'opportunité a donné lieu à la présentation d'une pièce théâtrale, par l'association des amis de l'environnement, au profit de près de 500 enfants.

Selon les organisateurs, la pièce a pour objectif principal d'inculquer aux enfants présents les principes de l'hygiène et de préservation de l'environnement et du milieu. Une initiative saluée par les familles accompagnants leurs enfants, d'autant plus qu'elle a coïncidé avec un jour férié, ont-elles relevé.

Le président de l'association «El Mita» pour la protection de l'enfant, Nacer Khennoussa a, également, loué cette activité, qui s'intéresse à l'enfance, tout en contribuant à la préservation de l'environnement «a-t-il dit, appelant à la généralisation de telles initiatives au profit des zones reculées, notamment.

APS

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



وزارة السكن و العمران و المدينة
ديوان الترقية و التسيير العقاري
ولاية بسكرة
ر.ت.ج: 098907010070239
حي الأمل 1000 مسكن بسكرة

MISE EN DEMEURE PAR VOIE DE PUBLICATION N°01

Suite au retard considérable enregistré au niveau de ces chantiers, l'office de promotion et de gestion immobilière de met en demeure les entreprises suivantes :

| ENTRPRISE | ADRESSE | N° Marché | Date d'approbation | Projet |
|-------------|--|-----------|--------------------|---|
| Ayed Rabeih | Cité 500 logts bâtiment 02 N° 403 El Alia/Biskra | 066/2015 | 19/11/2015 | Réalisation 32/110/200/5500 Logts social locatifs collectif F3 commune de Ourelal (Lot n°6) Programme quinquennal 2010-2014 |

Pour :

- Renforcer le chantier, en moyens humains et matériels afin de relancer les travaux.
- Rattraper le retard enregistré sur le planning d'avancement des travaux et cela dans un délai de 08 jours à compter de la date de la première parution de la présente mise en demeure dans les quotidiens nationaux ou le Bomp.
- Faute par ses entreprises d'obtempères sous huitaine, il sera appliqué les dispositions réglementaire allant à la résiliation au tort exclusifs de l'entreprise.

AFFAIRE MAURICE AUDIN : Ruscio : «Le combat doit continuer pour les dizaines de milliers d'Algériens disparus»

L'historien Alain Ruscio a appelé jeudi, suite à la reconnaissance officielle de l'assassinat de Maurice Audi, à la continuité du combat pour la vérité sur les dizaines de milliers d'Algériens ayant connu le même sort.

«Pour moi, c'est une victoire symbolique. Mais il faut que le combat continue pour les dizaines de milliers d'Algériens qui ont connu le même sort que Maurice Audi», a-t-il dit dans un entretien à l'APS, saluant le combat de Pierre Vidal-Naquet, historien français mort en 2008 qui s'était beaucoup investi dans un travail de vérité sur l'assassinat par l'armée française de Maurice Audi, en juin 1957.

Pierre Vidal-Naquet militait très tôt contre le colonialisme, et particulièrement contre l'usage de la torture pendant la guerre de libération nationale, rappelle-t-on. Après l'enlèvement à Alger de Maurice Audi par les parachutistes français, il entame un travail d'historien sur cette disparition pour défendre la thèse de sa mort sous la torture. Il publie en 1958 un livre «L'Affaire Audi», qui a été réédité et complété, des années plus tard. Pour Alain Ruscio, l'affaire Maurice Audi est une affaire «emblématique», un «drame humain» vécu par deux gé-



nération, signalant que les prédécesseurs du président Emmanuel Macron «ont brillé par leur médiocrité», dans cette affaire, à l'exception de Charles De Gaulle et de François Mitterrand qui étaient des acteurs de la guerre d'Algérie.

«Je relève une grande médiocrité de la part de ces présidents à ce sujet», a-t-il dit, notant que le président Macron est «un homme novateur» par rapport à ces prédécesseurs. Mais il avertit qu'il ne faut pas croire qu'il est «dans la catégorie des an-

ticalonialistes» et, pour le concernant, «je n'ai pas de place à d'autres espoirs sur la question mémorielle».

Exprimant son scepticisme quant à d'autres reconnaissances sur la colonisation française en Algérie, l'historien, auteur de «Nostalgie. L'interminable histoire de l'OAS» (La Découverte, 2015), a estimé qu'avec sa déclaration sur Maurice Audi, le président Macron «a donné un gage à une certaine opinion».

Au sujet des massacres des Algériens à Paris du

17 octobre 1961, Alain Ruscio doute fort qu'il va y avoir «d'autres avancées», soulignant qu'il faut qu'il y ait «une continuité dans la pression».

Cet historien, qui assure la coordination de l'Encyclopédie de la colonisation française (Editions Les Indes Savantes), consacre un long chapitre à Maurice Audi dans son ouvrage «Les Communistes et l'Algérie».

Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962», à paraître aux Editions La Découverte en février 2019.

LA FILLE DE MAURICE AUDIN, MICHÈLE : «C'est la fin de l'affaire Audi et le début d'une histoire apaisée»



La fille de Maurice Audi, Michèle, a estimé que la reconnaissance officielle de la responsabilité de l'Etat français sur la torture et l'assassinat de son père est «la fin de l'affaire Audi et le début d'une histoire apaisée».

«C'est la fin de l'affaire Audi et le début d'une histoire apaisée. Il faut aller de l'avant pour histoire apaisée sur la guerre d'Algérie», a-t-elle dit dans une vidéo publiée par Médiapart, soutenant que «le moment est venu».

Soulignant que la déclaration du président Emmanuel Macron sur l'assassinat de Maurice Audi est venue combler la distance qui existait entre la vérité, connue déjà depuis 1957, et la version officielle

qui évoquait son évasion, Michèle Audi, qui est également mathématicienne comme son père, a affirmé qu'il reste «beaucoup de choses à faire».

«Il faut établir comment il a été véritablement assassiné. Il a été torturé, on sait qu'il a été assassiné, mais on ne connaît pas comment cela était fait», a-t-elle dit, soutenant qu'il y a également «beaucoup de choses» pour les disparus de la guerre d'Algérie.

Le président Macron a indiqué dans sa déclaration remise jeudi dernier à la veuve de Maurice Audi qu'il importe que cette histoire soit connue, qu'elle soit regardée avec courage et lucidité, appelant à l'approfondissement du travail

de vérité qui doit ouvrir la voie à une «meilleure» compréhension de passé français et à une volonté «nouvelle» de réconciliation des mémoires et des peuples français et algérien.

«Il en va de l'apaisement et de la sérénité de ceux qu'elle a meurtris, dont elle a bouleversé les destins, tant en Algérie qu'en France», a-t-il ajouté.

Pour Michèle Audi, «ce n'est pas une chose simple, mais il faut le faire», d'autant, a-t-elle rappelé, que le président Macron a ordonné l'ouverture des archives et appelé les personnes détenant des archives à les faire connaître.

Dans sa déclaration, le chef d'Etat français, rappelle-t-on, a affirmé que la République ne saurait «minimiser ni excuser» les crimes et atrocités commis durant ce conflit, précisant que cette reconnaissance vise notamment à «encourager le travail historique sur tous les disparus de la guerre d'Algérie».

Il a indiqué qu'une dérogation générale, dont les contours seront précisés par arrêtés ministériels après identification des sources disponibles, «ouvrira à la libre consultation tous les fonds d'archives de l'Etat qui concernent ce sujet», appelant ceux qui auraient des documents ou des témoignages à livrer à «se tourner vers les archives nationales pour participer à cet effort de vérité historique».

Le documentaire «La grande bataille d'El Djorf» en phase de montage



Le film documentaire «La grande bataille d'El Djorf» survenue au cours de la Guerre de Libération à Tébessa le 22 septembre 1955 est actuellement en «phase de montage et des dernières retouches» avant sa diffusion prévue dans les «meilleurs délais», a-t-on appris auprès du réalisateur, Soltane Djebaili.

Dans une déclaration à l'APS, le réalisateur a précisé que ce film documentaire de 26 minutes relate un haut fait d'armes dans les Aurès Nememcha, au mont El Djorf, situé à 100 km au sud du chef-lieu de la wilaya, et revisite la bataille surnommée «mère des batailles» survenue entre le 22 et 26 septembre 1955. Pour lui, ce documentaire «cinématographique et historique» vise à mettre la lumière sur un pan de l'histoire de la wilaya 1 historique, Aurès Nememcha, berceau de la Révolution libératrice, à «imager» pour les futures générations cette histoire et à préserver la mémoire collective de la wilaya de Tébessa.

La réalisation de cette œuvre cinématographique avait débuté en 2009, a relevé le metteur en scène, précisant que «près de 10 ans ont été consacrés à la collecte d'une dizaine de témoignages vivants de moudjahidine ayant participé à cet événement».

M. Djebaili a relevé que pour les besoins du documentaire, l'équipe du tournage a sillonné les différentes communes du nord et sud de Tébessa, et a également visité des wilayas limitrophes à la recherche de témoignages, soulignant que plusieurs moudjahidine dont El Ouardi Ketal, Ali Messai, Lazhari Achour, Mohamed Baaloudj, Abdelmajid Belghit et Brahim Boughara ont été sollicités pour ce documentaire.

Il a ajouté que l'universitaire Farid Nasrallah, chef de département de l'histoire à l'université Larbi Tebessi, a été sollicité pour «réviser les témoignages recueillis en se référant aux sources historiques» avec l'objectif d'élaborer une «matière fiable en mesure de devenir une référence pour la réalisation d'études et recherches académiques approfondies».

L'opération de montage a été lancée depuis plus d'un mois, a ajouté M. Djebaili, précisant qu'il a exploité des archives de la Guerre de libération pour revenir sur le combat armé sur les hauteurs du mont El Djorf et la résistance de l'Armée de libération nationale (ALN) face à une répression aveugle du colonisateur.

Le réalisateur a indiqué qu'il était «impatience» de faire découvrir au public son travail, soulignant qu'il projette de prendre part à un concours national sur les documentaires,

une manière, a-t-il appuyé, de «faire évaluer le travail par des professionnels», ne cachant pas son ambition de décrocher une des trois premières places.

Pour rappel, le metteur en scène Soltane Djebaili avait obtenu la deuxième place au concours «jeunes arabes distingués» de l'année 2018 organisé par la Ligue arabe option création artistique, section cinéma documentaire.

La bataille d'El Djorf, une étape phare de l'histoire de la Révolution

Les moudjahidine avaient mené avec succès dans la wilaya de Tébessa plusieurs batailles contre le colonisateur français pour recouvrer la souveraineté nationale dont notamment «la grande bataille d'El Djorf» menée par plus de 400 moudjahid sous la houlette des commandants de la première zone militaire (Chihani Bachir, Abbès Laghrour, Adjel Adjoul, El Ouardi Ketal, et Farhi Saï, entre autres).

Cette grande bataille est considérée comme une étape importante dans l'histoire de la zone militaire 1 du fait qu'elle réussit à «donner un grand éclat à la révolution naissante et à renverser la tendance au profit de la lutte pour l'indépendance et sa continuité», a indiqué à l'APS le moudjahid Laid Bouktaf.

«Dans la bataille d'El Djorf qui a duré 4 jours, les chefs de la Révolution avaient surnommé leur tactique «tactique de l'assaut montagneux» qui consiste à utiliser les grottes et les rochers en attirant l'ennemi vers des sites où il lui sera difficile de tirer avantage de sa supériorité aérienne», a-t-il détaillé.

L'armée française a encerclé le mont El Djorf par 40.000 soldats appuyés par l'artillerie et l'aviation, a-t-on rappelé, soulignant qu'au bout de 4 jours de résistance acharnée les djounoud de l'ALN ont fini par briser l'état.

Selon les témoignages, 700 soldats français ont été tués et 350 autres blessés dans cette bataille, et l'armée française, défaite, a dirigé ses représailles, comme à l'accoutumée, contre la population civile des villages et dechra de la région. Chargée d'héroïsme et de défi, la bataille d'El Djorf a contribué aux efforts d'internationalisation de la cause algérienne et a montré au monde que ce qui se passait en Algérie se déroulait sous une direction politique et militaire appuyée par tout un peuple.

Cette bataille a également permis d'inscrire l'affaire algérienne dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies, selon le même moudjahid.

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°672

Grid for crossword puzzle 'Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°672'. Clues include: caricatures puissamment, par endroits embêtantes, décor de linque boîte à cendres, en Amérique temps de bronze, paisibles, abrégeaient, excitent, brosse-ras, chaudronnerie d'art, cachée, sans mélange, subalternes, détresse, poliques à sept côtés, fin de verbe prends le risque, très déprimé, canton helvétiques érigeas, faux brillant, ni lui ni moi film de cow-boys, la famille (les), devint rétif supplias, réfutera rivière normande, chef d'état sous sol, vu dans un livre naïf, seul, misai rauque, équipe de boulistes élu mais abrégé, ville de Chaldée massif alpin, rase de près franche, distance à Pékin très courts, après bis vulgaire prison, personne préposition, aigreur compagnie de sécurité, petits châteaux dans, longue période, 365 jours, trop utilisé, unité informatique, souté militaire américain, empereur romain, orient demeure, forme de blessure, décoré sanieuses, supportèrent, pronome indéfini vieille armée, troublé.

Solution

C'est arrivé un 22 septembre

Sudoku n°1972 grid with numbers and empty cells for solving.

Mots Croisés n°1972

Small crossword puzzle grid with 10 rows and 14 columns.

Grille géante n°672

Large crossword puzzle grid with 10 rows and 14 columns.

985 - Le premier ministre français Laurent Fabius admet que des agents français ont coulé un navire de Greenpeace, en Nouvelle-Zélande. 2000 - Aux États-Unis, Kraft rappelle des épicerie des coquilles à tacs qui contiennent du maïs OGM, le Starlink. 1990 - L'administration Clinton entame une poursuite en dommages contre les cigarettiers américains. 1996 - Atteint d'un cancer, l'australien Bob Dent est le premier bénéficiaire d'une loi autorisant l'aide au suicide. 1988 - Le gouvernement Mulroney présente les excuses du Canada aux gens d'origine japonaise, internés durant la guerre 1939-45. 1980 - Pour le territoire du Chatt al-Arab, des troupes irakiennes entrent en Iran; cette guerre durera huit ans. 1973 - Henry Kissinger, né en Bavière, devient le premier Américain naturalisé à devenir secrétaire d'État. 1971 - Bernard Lortie est déclaré coupable de l'enlèvement du ministre Pierre Laporte, en octobre 1970 à Saint-Lambert. 1968 - Un premier Grand Prix automobile est couru sur la piste de Mont-Tremblant, dans les Laurentides. 1967 - Avec 42 073 561 visiteurs, Expo 67 à Montréal, améliore la marque de l'exposition de Bruxelles, en 1958. 1966 - À Ottawa, une bombe d'ultras anti-castristes éclate devant l'ambassade de Cuba; personne n'est blessé.

QWANKIDO/ CHAMPIONNAT D'AFRIQUE ET TOURNOI INTERNATIONAL DES CLUBS-2018:

La Fédération sollicite le soutien du MJS pour boucler les préparatifs

Les préparatifs pour la tenue du 3^e championnat d'Afrique des nations de Qwan Ki Do et du 7^e tournoi international des clubs champions, prévus tous deux à Alger du 8 au 11 novembre 2018, touchent à leur fin, a indiqué jeudi le président de la Fédération algérienne des Arts martiaux Djamel Taaazibt qui sollicite cependant un soutien financier auprès du ministère de la Jeunesse et des sports.

«Nous sommes en passe de boucler les préparatifs pour l'organisation du 3^e championnat d'Afrique des nations de Qwan Ki Do et du 7^e tournoi international des clubs champions. Nous attendons cependant la réception de l'aide financière de la part du ministère de la Jeunesse et des sports, d'un montant d'un milliard de centimes environ (ndlr, 10 millions DA)», a souligné le président de l'instance fédérale lors d'une conférence de presse, tenue conjointement avec l'entraîneur national de Qwan Ki Do, Farid Mousli.

Outre l'apport financier du ministère, la Fédération des Arts martiaux «poursuit ses démarches pour trouver des sponsors en vue d'assurer une partie des dépenses que nécessitent l'organisation de telles compétitions sportives», a ajouté le premier responsable de l'instance algérienne.

Pour le rendez-vous continental, près de cent-dix athlètes sont attendus à Alger.

L'Algérie participera avec 21 athlètes dont cinq dames, aux épreuves qui auront lieu à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf.

«La moitié des concurrents algériens vont participer pour la première fois à ce genre de rendez-vous. Ils seront toutefois soutenus et encouragés par leurs coéquipiers chevronnés», a fait savoir, pour sa part, le coach national. L'entraîneur Farid Mousli a rappelé que la sélection algérienne de Qwan Ki Do a déjà été championne d'Afrique en Qwan Ki Do en 2016, lors de sa seule participation jusqu'ici, outre le titre continental chez les clubs remporté en 2017. Il a exprimé son ambition de «conserver la couronne africaine en 2018», d'autant que la compétition aura lieu en Algérie.

Concernant le 7^e tournoi international des clubs champions, l'Algérie compte «décrocher quatre médailles, synonyme de première place au classement général», a affirmé le coach national, ajoutant «actuellement, nous recherchons de nouveaux adversaires en Afrique et en Europe pour connaître mieux les points faibles et les points forts de notre formation».

En prévision de la participation algérienne à ce tournoi international, le staff technique a opté pour quatre clubs : MC Gué de Constantine, ARB Alger-Centre, NR Saoula et Widad de Bab El Oued. Douze clubs de divers pays d'Europe y sont attendus. Outre l'Algérie, pays organisateur de cette troisième édition des championnats d'Afrique des nations de Qwan Ki Do, dix autres pays ont confirmé leur participation.

Il s'agit de : Ghana, Gabon, Sénégal, Mali, Maroc, Egypte, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Congo, et la Centrafrique. La sélection algérienne de Qwan Ki Do a entamé jeudi un stage bloqué au Complexe sportif El-Bez de Sétif, qui s'achèvera le 7 novembre, soit la veille du coup d'envoi du championnat d'Afrique des nations et du tournoi international des clubs champions.

APS

SPORTS

M. Hattab insiste sur le respect des délais de réalisation des projets et l'amélioration des services

Le ministre de la Jeunesse et des sports (MJS), Mohamed Hattab, a inspecté mercredi des projets de son secteur au centre national de sport et de loisirs de Tikjda (CNSLT) (Est de Bouira), où il a insisté sur le respect des délais de réalisation ainsi que sur l'amélioration des services pour adapter le centre aux normes souhaitées par les clients, notamment les différentes fédérations sportives.

«Il est temps de donner l'importance au délai et au temps, nous devons et vous devez respecter les délais contractuels dans la réalisation des projets afin de gagner du temps et de l'argent aussi. Vous devez œuvrer à adapter ce centre (CNSLT) aux normes et aux besoins des clients à savoir les fédérations et délégations sportives venues de l'intérieur du pays ainsi que de l'étranger, et tout cela doit se faire par l'amélioration des services offerts aux clients», a souligné M. Hattab, qui inspectait la nouvelle piscine récemment mise en service au niveau du chalet du Kef à Tighzert, à quelque 06 km à l'ouest du centre de Tikjda.

Le ministre s'est enquis également de la cadence des travaux de réhabilitation du bloc d'hébergement du chalet du Kef (50 lits), dont les travaux sont toujours en cours.

L'hôte de Bouira s'est rendu ensuite au CNSLT, où il a inspecté les travaux de réalisation d'un terrain de football en gazon synthétique.

Sur place, M. Hattab a fait part de son mécontentement face au retard de deux mois que connaît le projet, avant de demander à l'entreprise réalisatrice ainsi qu'au directeur du centre, Smail Meziane, d'accélérer la cadence des travaux pour le livrer au plus tard la fin novembre prochain. Une enveloppe financière de 120 millions de dinars a, par ailleurs, été allouée pour cette opération.

«Le projet connaît un retard de deux mois, il doit être livré dans les deux mois prochains, soit à la fin novembre 2018», a insisté le ministre, précisant que le respect des délais est indispensable pour satisfaire la demande et les besoins des clients via aussi l'amélioration des services et la mobilisation des moyens nécessaires.

Pour le ministre, la dota-

tion du CNSLT et des autres centres similaires à travers le pays permettra à l'Etat ainsi qu'au ministère de la jeunesse et des sports de rationaliser ses dépenses notamment en ces moments de crise.

«Le CNSLT n'est exploité qu'à hauteur de 30 à 40 %, et nous devons travailler alors de façon à exploiter les 70% restantes de façon à satisfaire la demande du client», a encore insisté le MJS, tout en réaffirmant la volonté et l'engagement de son département à accompagner ce processus de modernisation.

Le projet de réhabilitation et aménagement du bâtiment collectif bas (200 lits) du CNSLT a fait aussi l'objet de la visite du ministre de la jeunesse et des sports, qui a saisi l'occasion pour visiter les différents lots du chantier auquel un montant de plus de 47 millions de dinars a été consacré, selon une fiche technique présentée sur le site.

«La priorité du secteur de la jeunesse et des sports est donnée à la réhabilitation de 11 complexes sportifs et les centres de formation du pays»

Le ministre de la jeunesse et des sports (MJS), Mohamed Hattab, a souligné mercredi à Bouira que la priorité de son secteur actuellement «est de prendre en charge les 11 complexes sportifs à travers le pays et les centres de formation» afin de booster les différentes activités sportives et permettre à l'Algérie de retrouver sa place de leader dans plusieurs disciplines.

C'est en réponse à une question de la presse relative au gel du projet des remontées mécaniques de la station climatique de Tikjda dans le cadre des mesures d'austérité prise par le gouvernement, que le ministre Hattab

a expliqué que son secteur donnait la priorité notamment aux projets en cours de réalisation ainsi qu'à la rationalisation des structures existantes, dont la réhabilitation des 11 complexes sportifs, et les centres de formation à travers le pays. «Cela va nous permettre de rationaliser les moyens financiers de l'Etat ainsi que d'exploiter les structures existantes afin de former et sélectionner les jeunes talents capables de représenter l'Algérie dans les événements sportifs continentiels et internationaux», a encore expliqué M. Hattab lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite au centre national de sport et de loisir de Tikjda (CNSLT) (Est de Bouira), où il a inspecté quelques projets relevant de son secteur.

Le ministre a saisi cette occasion pour réitérer l'intention et la volonté de son département de travailler sur plusieurs chantiers censés donner une nouvelle impulsion au sport national et ce via l'encouragement du sport scolaire ainsi que la détection des jeunes talents et leur offrir tous les moyens nécessaires pour qu'ils puissent apporter de bons résultats à l'Algérie dans les futures compétitions continentales et internationales. Par ailleurs, M. Hattab a souligné la nécessité d'identifier les carences et les problèmes que connaît le secteur afin d'œuvrer véritablement pour le développement des différentes disciplines sportives dont l'Algérie occupait souvent les premières places il y a quelques années. «Certaines disciplines ont connu une régression (à l'image du handball, la boxe et l'athlétisme ainsi que le football), et nous devons donc travailler sur ces points pour les redresser», a souligné l'hôte de Bouira. «Ce redressement nécessite l'implication de tous dont la presse et les médias aussi afin d'encourager le



secteur pour aller de l'avant et conquérir les grandes nations dans les compétitions futures», a insisté le ministre. Au cours de son déplacement à Bouira, le ministre Hattab a rendu visite aux équipes nationales militaires d'athlétisme et de la boxe en stage depuis une semaine au centre nationale de sport et de loisir de Tikjda (CNSLT) pour les encourager davantage à fournir plus d'effort pour une meilleure représentation de l'Algérie dans les prochains rendez-vous sportifs africains et internationaux prévus en octobre et novembre prochain. «Nous souhaitons bien que vous allez réaliser de très bons résultats, et nous savons bien que vous en êtes capables», a indiqué le ministre aux athlètes militaires algériens, avant de leur réaffirmer tout le soutien et l'accompagnement de l'Etat algérien et surtout du ministère de la jeunesse et des sports. M. Hattab a demandé entre autres à quelques athlètes d'exprimer leurs besoins dont ils souhaitent avoir au CNSLT afin d'œuvrer pour leur satisfaction et leur assurer les bonnes conditions pour leur stage qui se tient en prévisions du championnat mondial et les jeux olympique prévus en octobre novembre prochain en Angola et en Argentine. «Nous sommes là pour vous soutenir et vous doter de tous les moyens nécessaires pour que vous puissiez réaliser de bons résultats», a réitéré le ministre, qui a appelé les différentes athlètes à travailler davantage pour redonner à l'Algérie sa place de champion notamment de boxe et d'athlétisme au niveau africain.

M'SILA :

Une subvention de 8 millions DA pour l'équipe «Nour» de basket sur fauteuil roulant

L'équipe «Nour» de basket sur fauteuil roulant de la ville de M'Sila bénéficiera «prochainement» d'une subvention supplémentaire de 8 millions de dinars, a annoncé le wali, Hadj Mokdad.

Dans une déclaration à l'APS en marge de la cérémonie, organisée mercredi au siège de la wilaya en l'honneur de cette équipe détentrice du titre de championnat national pour la saison 2017-2018, le même responsable a indiqué que ce club qui a honoré la capi-

talé du Hodna en décrochant plusieurs titres et coupes nationales «en dépit du déficit flagrant en moyens, mérite toute l'attention des autorités locales.» Le chef de l'exécutif local a donné des instructions aux responsables concernés à l'effet de poursuivre le soutien logistique et matériel de cette équipe et de l'accompagner sur la voie de la distinction.

A ce titre, et en plus des aides financières, les services locaux de la jeunesse et des sports (DJS) ont été instruits à

l'effet d'assurer pour cette équipe de basketteurs le transport dans tous ses déplacements. Le wali s'est engagé, par ailleurs, à prendre en charge les préoccupations sociales des joueurs et des entraîneurs de cette équipe, notamment en ce qui concerne le logement. L'équipe «Nour» de basket sur fauteuil roulant de la ville de M'Sila a décroché le long de son parcours, qui avait débuté en 1997, pas moins de 7 coupes d'Algérie et 7 super coupes, en plus d'arracher 14 titres de championnat national.

ALGÉRIE : Zetchi : «Belmadi sera aussi l'entraîneur de la sélection des joueurs locaux»

La sélection algérienne des joueurs locaux sera confiée à l'entraîneur de la sélection première, Djamel Belmadi, a indiqué hier le président de la fédération algérienne de football (FAF).

«Belmadi a émis le vœu de prendre lui-même et son staff en charge la sélection des joueurs locaux. Il compte organiser prochainement des stages périodiques pour voir à l'œuvre les éléments qui pourraient intéresser à travers les matchs de championnat qu'il est en train de suivre de plus près», a déclaré à la radio nationale, Kheïreddine Zetchi. Lors de sa dernière conférence de presse qu'il a animée à Alger avant le départ des Verts pour la Gambie où il a affronté la sélection locale le 8 septembre en cours (1-1) pour le compte de la 2e journée des qualifications pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019), Belmadi, qui faisait pour l'occasion son baptême de feu avec le «Club Algérie» avait sévèrement critiqué le niveau du championnat algérien et le joueur local.

Il s'est dit toutefois prêt, en compagnie de son staff, à contribuer à contribuer dans le processus de résurrection. La sélection des joueurs locaux entamera bientôt les éliminatoires du championnat d'Afrique de cette catégorie prévus en 2020. Cette sélection compte une seule participation seulement dans ce Championnat créée en 2010. Concernant la sélection A, Zetchi a estimé que la touche de Belmadi «va être ressentie après au moins 5 stages», tout en affichant son optimisme quant au parcours des Verts sous la houlette de Belmadi et le reste de son staff technique, lequel staff qu'il a qualifié de «très professionnel». A propos des deux prochaines sorties contre le Bénin, pour le compte de la 3e et 4e journée des éliminatoires de la CAN-2019 au Cameroun, le premier responsable de la FAF a ajouté

qu'il était confiant quant aux chances des protégés de Belmadi d'en profiter pour faire un grand pas vers la qualification à la phase finale. L'Algérie accueillera le Bénin le 12 octobre au stade Mustapha-Tchaker à Blida, un stade où les Verts vont recevoir leurs adversaires pendant au moins toute cette saison, a précisé Zetchi, sachant que le match retour aura lieu le 16 du même mois à Cotonou. S'agissant des nouveaux joueurs qui vont éventuellement renforcer les rangs de la sélection première, l'ancien président du Paradou AC a confirmé l'intention de l'entraîneur national de faire appel à de nouvelles têtes à l'occasion de la double confrontation face au Bénin, mais sans pour autant dévoiler des noms. Par ailleurs, le patron de la FAF s'est dit satisfait du travail réalisé par la direction technique nationale que préside Rabah Saâdane malgré les éliminations précoces des sélections des moins de 17 et 20 ans des éliminatoires de Coupes d'Afrique des nations des deux catégories respectives. «Aujourd'hui, on peut dire désormais que nous disposons d'une solide direction technique composée de techniciens avérés. Les fruits du travail qu'ils sont en train de réaliser vont être cueillis à moyen et à long terme», a promis Zetchi qui a insisté à ce propos sur la nécessité de poursuivre le travail avec les joueurs des sélections des jeunes malgré leur élimination des qualifications à la CAN, tout en apportant les correctifs nécessaires. Toujours dans le volet de la formation, le même responsable a annoncé l'ouverture prochaine d'une nouvelle Académie de football de la FAF à Khemis Meliana dans un

centre relevant de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Aïn Defla qui a été cédé à la FAF pour un contrat de trois ans. L'opération de prospection des jeunes appelés à intégrer cette Académie débutera dans deux ou trois semaines, a-t-il souligné. Cette Académie sera renforcée par la réalisation de quatre centres fédéraux, après approbation de l'assemblée générale, et dont le premier aura lieu à Tlemcen sur une superficie de 4 hectares. «Les études concernant ce centre sont prêts et les travaux de sa réalisation devraient commencer en fin d'année en cours», a encore précisé Zetchi qui a annoncé l'existence d'un autre projet du genre du côté de la wilaya de Taref sur une superficie de 10 hectares.

«On a créé la commission d'éthique pour justement combattre la corruption»

Abordant le volet de corruption dans le football algérien, un dossier que vient de rouvrir une chaîne de télévision étrangère, Zetchi, même en reconnaissant l'existence «depuis longtemps de ce fléau», a estimé que l'enquête réalisée par ladite chaîne «n'a rien apporté de nouveau». Il a en outre réitéré la volonté de son instance de combattre ce fléau, «comme l'atteste la création de la commission d'éthique qui a toute la latitude d'enquêter sur des affaires de ce genre et recourir même à la justice pour y faire toute la lumière», a signalé le président de la FAF. Le dossier du professionnalisme a été également évoqué pour l'occasion surtout que ce mode de gestion tarde à se dessiner d'une manière correcte dans le football



algérien après huit ans de son entrée en vigueur. A ce sujet, Zetchi a accusé certains dirigeants de clubs, notamment ceux disposant de la majorité des actions des sociétés sportives par actions (SSA) de «mettre les bâtons dans les roues» devant les éventuels investisseurs désirant intégrer les capitaux sociaux de leur SSA. Il a, à ce propos, annoncé la tenue, «d'ici à la fin de l'année» d'une «réunion de sensibilisation» avec les présidents des clubs amateurs et professionnels pour «redresser la barre». Dans le même contexte, il a insisté sur la nécessité d'assainir la situation financière des clubs professionnels, en s'acquittant notamment de leurs dettes envers les joueurs et (ou) entraîneurs, tout en s'engageant à maintenir la même fermeté avec laquelle son instance, ainsi que la Ligue de football professionnel (LFP), ont traité les dossiers des clubs endettés au cours de l'intersaison. Enfin, et commentant les récentes sanctions prises par l'Union des associations arabes de football (UAAF) à l'encontre de l'USM Alger, l'un des trois représentants algériens en Coupe arabe des clubs dans l'affaire de son match contre les forces aériennes irakiennes, le président de la FAF a dit avoir accueilli «avec étonnement» ces sanctions (150.000 dollars plus 5000 dollars pour utilisation de fumigènes), ajoutant qu'il les acceptait toutefois «avec réserves», tout en étudiant dans les prochains jours les possibilités d'y faire recours.

CAN2019 (QUALIFICATION/3E JOURNÉE/GR:D):

Les Ecureuils du Bénin en stage en France pour préparer le match face à l'Algérie

La sélection nationale du Bénin effectuera un regroupement de deux jours en France à partir du 8 octobre avant de rallier Alger deux jours après pour affronter son homologue algérienne le 12 octobre à 20h45 au stade Mustapha Tchaker de Blida en match comptant pour la troisième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, groupe D, rapporte la presse locale.

À la fin de ce match, il n'y aura pas de repos pour les hommes de l'entraîneur Michel Dussuyer puisque le lendemain soit le samedi 13 octobre, ils vont rallier Cotonou pour préparer la manche retour qui se jouera le mardi 16 octobre à 15h30.

Pour rappel, l'Algérie et le Bénin partagent la tête du groupe D avec 4 points chacun.

Le Togo et la Gambie, quant à eux, ont 1 point chacun et vont se croiser en double confrontation aussi en octobre.

Le chemin d'une quatrième participation à une phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations pour du Bénin passe sans doute par un bon résultat dans cette double confrontation. C'est donc une semaine labyrinthique qui attend les Ecureuils en octobre contre un adversaire où ils n'ont jamais goûté à une victoire.

COUPE ARABE DES CLUBS (8E DE FINALE):

Tirage au sort le 6 octobre (UAF)

Le tirage au sort du second tour de la Coupe arabe des clubs aura lieu le samedi 6 octobre prochain en Arabie saoudite, a indiqué l'Union des Associations de Football Arabe (UAF) jeudi. Deux clubs algériens : l'ES Sétif et l'USM Alger ont déjà composé leurs billets pour les 8es de finales de la prestigieuse compétition dont le vainqueur final empochera 6 millions dollars.

L'ESS avait sorti la formation émiratie d'Al-Ain (1-2, 1-0) alors que l'USM Alger a éliminé le club irakien des Forces aériennes en s'imposant en aller et retour (0-1, 2-0). Un troisième représentant algérien le MC Alger a fait un grand pas vers la qualification après son succès lors de son match aller en déplacement contre l'équipe bahreïni de Riffaa(2-1). La manche retour aura lieu le 28 septembre à Alger. A noter que le tenant du titre l'ES Tunis avait été éliminé dès le premier tour par le club égyptien d'Al Ittihad d'Alexandrie.

USMA//LIGUE 1 MOBILIS (7E JOURNÉE-MATCH AVANCÉ): L'USM Alger s'impose devant l'AS Aïn M'lila (3-0)

L'USM Alger s'est imposée devant l'AS Aïn M'lila sur le score de (3-0), mi-temps (3-0) en match avancé de la 7e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, joué jeudi soir au stade Omar Hamadi (Alger).

Les buts de la rencontre ont été inscrits par Benmoussa (12') sur penalty, Benghit (14') et Mahious (45') pour les Usmistes. Après cette victoire, l'USMA, rejoint la JS Kabylie en tête du classement avec 12 points et un match en moins, alors que l'ASAM, reste 5e avec 9 pts. Cette rencontre a été avancée à jeudi pour permettre aux «Rouge et Noir» de se préparer pour le quart de finale (retour) de la Coupe de la Confédération africaine de football, prévu dimanche au stade du 8 mai 1945 (Sétif) face aux Egyptiens d'Al-Masry de Port-Saïd. Les autres rencontres de cette journée auront lieu les 21 et 22 septembre et 7 octobre.

APB

LIGUE 1 MOBILIS :

Zetchi : «L'USM Bel-Abbès risque gros pour avoir fait faux bond» à la FAF»

L'USM Bel-Abbès risquerait de sévères sanctions de la part de la Fédération algérienne de football (FAF) pour n'avoir pas remboursé à cette dernière une grande somme en devises, a averti hier le président de la FAF, Kheïreddine Zetchi. L'instance fédérale avait substitué, en janvier dernier, à l'USMBA pour s'acquitter des dettes de ce club de Ligue 1 envers deux anciens joueurs étrangers ayant recouru à la Fédération internationale de la discipline (FIFA) pour être rétablis dans leurs droits. La FIFA avait à l'époque décidé d'enlever six points à la formation de l'Ouest du

pays, tout en la menaçant de la reléguer en division inférieure si elle ne venait pas de payer les deux joueurs en question dans un délai précis. «Pour éviter à l'USMBA un tel sort, on a payé les deux joueurs en puisant du compte en devises de la FAF après avoir reçu des assurances de la part de la direction du club d'être remboursés dans les meilleurs délais, mais voilà qu'aujourd'hui, cette direction n'a pas honoré ses engagements», a déploré Zetchi, invité de la chaîne 1 de la radio nationale. Nous allons prendre les mesures nécessaires à

l'encontre de l'USMBA si cette situation perdure encore. Cela dit, nous avons décidé aussi de ne plus payer à la place des clubs, a-t-il ajouté. Après l'USMBA, c'est au tour du CR Belouizdad, un club de la Ligue 1, qui vient d'être sommé par la FIFA pour régulariser l'un de ses anciens joueurs étrangers ayant lui aussi saisi la première structure footballistique mondiale. La direction du «Chabab» a désormais un délai d'une semaine pour s'acquitter de ses dettes envers le joueur en question, a encore prévenu le président de la FAF.

CLASSEMENT FIFA : L'Algérie recule à la 69^e place

La sélection algérienne de football a perdu trois places au classement mensuel de la Fédération internationale (FIFA) publié jeudi, passant de la 66^e à la 69^e position, alors qu'au niveau africain, elle occupe le 14^e rang. Sur la scène continentale, les "Verts" demeurent en dehors du Top 10 dominé par le trio : Tunisie (23^e mondial), Sénégal (25^e) et RD Congo (40^e).

La sélection du Bénin, prochain adversaire des hommes de Djamel Belmadi, en octobre prochain dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2019, occupe la 88^e place mondiale. Les deux autres équipes figurant dans le groupe de l'Algérie lors de ces éliminatoires, le Togo et la Gambie, occupent respectivement la 123^e et la 171^e places.

Pour la première fois depuis sa création il y a 25 ans, deux équipes trônent ensemble en tête du classement mondial, puisque la Belgique a rejoint la France championne du monde sur la plus haute marche du podium grâce à ses deux dernières victoires, notamment face à l'Islande (3-0) en Ligue des Nations. Le prochain classement mondial de la FIFA sera publié le 25 octobre.

Top 10:

- 1- Belgique 1729,25 pts (+1)
- France 1729,12 (-1)
- 3- Brésil 1663 pts (-)
- 4- Croatie 1634 pts (-)
- 5- Uruguay 1632 pts (-)
- 6- Angleterre 1612 pts (-)
- 7- Portugal 1606 pts (-)
- 8- Suisse 1598 pts (-)
- 9- Espagne 1597 pts (-)
- 10- Danemark 1581 pts (-1)

LIGUE 1/USM BEL ABBÈS : El Hennani reprend la présidence du club

Abdelghani El Hennani a retrouvé son poste de président du conseil d'administration de l'USM Bel Abbès qu'il avait quitté il y a quelques mois. Il remplace Okacha Hasnaoui qui a jeté l'éponge, il y a une vingtaine de jours, a-t-on appris jeudi de ce club de Ligue 1 de football. L'intronisation d'El Hennani aux commandes de la formation-phare de la «Mekerra» s'est faite au cours d'une réunion du Conseil d'administration de la société sportive par actions (SSA) de cette formation, tenue mercredi soir, et ce, après plusieurs reports. Au cours de ce conclave, coïncidant avec une conjoncture très difficile que traverse le club «Vert et Rouge», il a été également procédé à la désignation de Belkacem Aïda comme porte-parole du club, alors que Kaddour Benayad préserve provisoirement son poste de directeur général de la SSA, a-t-on indiqué.

Les présents se sont entendus pour l'occasion de resserrer les rangs pour remettre le train sur rails, tout en insistant sur la nécessité que les prochaines décisions concernant le club soient prises d'une manière collégiale. Un règlement intérieur sera bientôt soumis aux joueurs et au staff technique pour «remettre de l'ordre dans la maison», affirme-t-on de même source, tout en tirant la sonnette d'alarme vu que la situation de l'équipe ne prête guère à l'optimisme.

Dans ce registre, les membres du Conseil d'administration ont déploré la persistance des problèmes financiers dans le club, qui ne parvient toujours pas à attirer les sponsors, alors qu'il s'approprie dans quelques mois à disputer la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), une épreuve à laquelle il s'est qualifié après avoir remporté la précédente édition de la Coupe d'Algérie pour la deuxième fois de son histoire.

APS

CAF AWARDS 2018: Dakar accueillera la cérémonie le 8 janvier 2019 (Ahmad)

Le président de la Confédération africaine de football (CAF) Ahmad Ahmad a confirmé le choix porté sur la ville de Dakar pour abriter la cérémonie des Awards 2018, au cours de laquelle sera décerné le Ballon d'or africain.

«La désignation du meilleur joueur africain 2018 va se passer à Dakar le 8 janvier 2019 en collaboration avec le gouvernement du Sénégal. Le comité d'organisation a déjà été mis en place», a déclaré Ahmad à la Télévision sénégalaise. D'autre part, le dirigeant de l'instance faïtière du football africain n'a pas manqué d'évoquer les cas de fraude sur l'âge décelés grâce aux tests IRM (Imagerie par Résonance Magnétique).

Ces analyses ont permis de disqualifier plusieurs joueurs de sélections enga-

gées dans les tournois zonaux U17 qualificatifs à la Coupe d'Afrique des Nations de la même catégorie. Jadis partiels, ces tests ont été généralisés à l'ensemble des effectifs. «Nous apportons une nouvelle ère marquée par la transparence dans la gestion et l'objectivité dans la réalisation de certaines activités. Cela étonne plus d'un que l'Afrique puisse gagner le titre de champion du monde dans les compétitions de petite catégorie et ne parvienne pas à dépasser le cap des quarts de finale au Mondial des Seniors.



Selon l'analyse des techniciens, la fraude sur l'âge fait partie des causes de nos contreperformances car on triche énormément en Afrique», a déploré Ahmad Ahmad. Poursuivant son argumentaire, le président de

la CAF a renseigné que cette intransigence dans le football continental «entre dans le cadre du processus d'assainissement en cours à la CAF ciblant l'administration centrale mais aussi le corps arbitral».

CAN 2019 (U23): La sélection algérienne en stage à Blida du 22 au 26 septembre (FAF)

La sélection algérienne des moins de 21 ans (U21) de football effectuera un stage du 22 au 26 septembre 2018 à Blida en prévision des prochaines échéances officielles, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) mercredi. Le Directeur des équipes

nationales (DEN) et sélectionneur de l'équipe des U21 Boualem Charef a convoqué 26 joueurs pour ce rassemblement. La liste est dominée par les joueurs de Paradou (6 sélectionnés) NA Hussein-dey (4), ASO Chlef (4) et l'USM Alger (3). La sélection algérienne

prépare les éliminatoires du prochain championnat d'Afrique de la catégorie prévu en Egypte, qualificatif aux tournois de football des Jeux Olympiques 2020 de Tokyo. L'équipe algérienne avait pris part au tournoi de football des JO 2016 de Rio de Janeiro.

LIGUE 1/TRANSFERT: Montpellier recrute le Franco-Algérien Bilal Boutobba

Montpellier a recruté le jeune milieu offensif franco-algérien Bilal Boutobba, qui a résilié son contrat avec le FC Séville, a annoncé hier le club héraultais de Ligue 1. Boutobba, âgé de 20 ans, avait rejoint Séville à l'été 2016 en provenance de Mar-

seille, son club formateur. Il évoluera dans un premier temps avec l'équipe réserve, précise Montpellier sur son site internet. "C'est un espoir qui s'est peut-être un peu perdu en Espagne. On va essayer de le relancer. Cela ne peut être qu'une bonne sur-

prise à la fois pour nous et pour lui", espère le président du club Laurent Nicollin. A la fin du mois août, Montpellier avait échoué à obtenir le prêt du jeune attaquant du PSG Moussa Diaby, retenu par le nouvel entraîneur allemand Thomas Tu-

chel. Montpellier, qui occupe la 6^e place de la Ligue 1 à la veille de la 6^e journée, a tenté durant l'intersaison de renouveler son potentiel offensif avec l'arrivée d'Andy Delort, Gaëtan Laborde, Florent Mollet ou Petar Skutelic.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (QUARTS DE FINALE RETOUR): Le Botswanais Joshua Bondo arbitrera USM Alger- Al Masry SC

L'arbitre international botswanais Joshua Bondo dirigera la rencontre entre l'USM Alger et Al Masry SC prévue dimanche à 20h00 au stade 8 mai 45 de Sétif pour le compte des quarts de finale retour de la Coupe de la Confédération, a indiqué mercredi la Confédération africaine de football (CAF).

Le directeur de jeu Bondo sera assisté par le Mozambicain Arsenio Chadreque et Souru Phatsoane (Lesotho). Au match aller disputé dimanche dernier à Port Said, les Egyptiens s'étaient imposés sur le score de 1 à 0 grâce à une réalisation du joueur palestinien Mahmoud Wadi (54'). D'autre part, l'équipe

d'Al Masry a rallié ce mercredi la ville de Sétif qui accueillera la rencontre tandis que l'USM Alger sera à son tour sur place vendredi au lendemain de son match avancé de la 7^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis contre l'AS Ain M'lila prévu jeudi à 19h00 au stade Omar Hamadi (Bologhine).

LIGUE 2 MOBILIS /ASM ORAN : Les promesses des dirigeants déjouent la grève des joueurs

Les dirigeants de l'ASM Oran ont réussi à convaincre leurs joueurs de faire l'impasse sur la grève à laquelle ils ont songé pour revendiquer la régularisation de leur situation financière, s'est réjoui mercredi l'entraîneur de cette formation. Dans une déclaration à l'APS, Mounir Zeghdoud, qui a pris en main cet été la barre technique de l'ASMO, a indiqué que les joueurs sont désormais «mieux concentrés sur leur sujet et préparent convenablement leur prochain déplacement

à Mostaganem» pour y affronter l'Espérance locale, vendredi (17h00) dans le cadre de la 7^e journée du championnat.

Les problèmes financiers continuent de faire l'actualité au sein du club de Médina J'dida, auteur d'un départ mitigé en championnat, alors que ses dirigeants, au vu de l'intéressante opération de recrutement qu'ils ont réalisée lors de l'intersaison, tablent énormément sur l'accession en Ligue 1.

Ces problèmes, de l'avis de Zeghdoud lui-même,

sont à l'origine «des résultats très modestes jusque-là» de son équipe qui occupe la 9^e place après six journées de compétition durant lesquelles elle a glané 7 points.

«Les dirigeants ont promis aux joueurs de les régulariser très bientôt, ce qui a eu son effet positif sur leur moral. Personnellement, j'ai noté en eux une meilleure détermination pour aborder le prochain match avec comme objectif de revenir avec les trois points de la victoire, même si la mission ne sera pas facile contre une

bonne équipe de l'ESM», a ajouté Zeghdoud, qui avait raté de peu l'accession en Ligue 1 la saison passée avec la JSM Béjaïa. L'ancien défenseur international s'était plaint, à l'issue du précédent match des siens à domicile face à l'USM El Harrach (0-0), du retard accusé par les dirigeants pour régulariser la situation financière de ses joueurs, estimant que cette situation a complètement démobilisé ses protégés qui ont perdu toute motivation pour relever le défi, rappelle-t-on.

ZIELINSKI SUR LES TABLETTES DU PSG ?

Antero Henrique aurait coché le nom de Piotr Zielinski (24 ans) en vue de compenser la retraite de Thiago Motta. Si l'on en croit les renseignements obtenus par Calciomercato, les dirigeants parisiens s'intéressent à la situation de l'international polonais (37 sélections). Une offre pourrait être transmise, cet hiver, afin de tenter de l'arracher au SSC Napoli de Carlo Ancelotti.



CHELSEA : TOUJOURS PAS D'ACCORD AVEC KANTÉ

N'Golo Kanté est toujours en discussions avec ses dirigeants. Courtisé par le Paris Saint-Germain cet été, le milieu de terrain N'Golo Kanté a finalement décidé de rester à Chelsea. En échange, ses dirigeants lui ont promis une prolongation de contrat avec une forte revalorisation salariale.

Mais aujourd'hui, le champion du monde tricolore n'aurait toujours pas prolongé. Selon Téléfoot, les deux parties auraient du mal à trouver un accord. Néanmoins, les discussions vont se poursuivre et le joueur devrait prochainement devenir l'un des Blues les mieux payés.

Agüero prolonge

Sergio Agüero a paraphé ce vendredi un nouveau contrat d'une saison avec Manchester City. L'avant-centre argentin est aujourd'hui lié jusqu'en juin 2021 avec le dernier champion d'Angleterre.

Cette prolongation est sans surprise assortie d'une revalorisation salariale. Si les Citizens n'ont pas communiqué sur la question, le Daily Mail croit savoir que l'artificier de 30 ans percevra désormais 220 000 livres par semaine, soit environ 250 000 euros hebdomadaires. Soit autour d'un million d'euros par mois.

Lloris blessé à cause du stress ?

Blessé depuis trois semaines en raison d'un problème à la cuisse droite, le gardien de Tottenham Hugo Lloris (31 ans, 3 matchs en Premier League cette saison) se rapproche petit à petit de son retour sur les terrains. Dans les colonnes du média The Guardian, l'entraîneur des Spurs Mauricio Pochettino a estimé que le problème physique du Français avait été sûrement une conséquence du stress engendré par son arrestation pour conduite en état d'ivresse.

"Il était stressé lors du match contre Manchester United. Je pense que du stress supplémentaire peut provoquer des blessures. Je pense que sa blessure l'aide à réfléchir et à être un peu plus détendu. Jouer après ce qui s'est passé a été une source de stress importante pour lui", a avancé le technicien argentin.

Lloris pourrait effectuer son retour face à Huddersfield, le samedi 29 septembre.



REAL MADRID : UNE GRANDE DÉCISION VA ÊTRE PRISE...

En effet, le Real Madrid a d'abord imaginé la possibilité de prêter son joyau pour lui offrir du temps de jeu au plus haut-niveau. Mais ses performances à l'entraînement, lors de la reprise, ont incité les dirigeants à le conserver dans le nid merengue. En avance sur ce qu'on attend de lui, Vinicius Junior pourrait en effet griller les étapes pour débiter dès cette saison avec le Real Madrid. Après ses premières armes avec la Castilla, le Brésilien est en salle d'attente pour rejoindre Julien Lopetegui. Le Real Madrid s'accorde encore quelques semaines pour prendre une grande décision : le lancer dans le grand bain dès cette saison. L'hiver qui arrive rendra un verdict très attendu...

L'UEFA STATUERA SUR LE SORT DE RONALDO

Cristiano Ronaldo devrait savoir jeudi prochain s'il sera suspendu pour le match contre Manchester United en Ligue des Champions.

L'UEFA a indiqué que son panel disciplinaire statuera le 27 septembre sur le carton rouge écopé par l'attaquant portugais mercredi.

Lors d'une altercation avec Jeison Murillo dans la première demie de l'affrontement contre Valencia, Ronaldo a semblé tirer les cheveux du défenseur. Après consultation, les officiels ont sanctionné l'attaquant de la Juventus de Turin d'un carton rouge. La Juve l'a tout de même emporté 2-0.

Le comité disciplinaire de l'UEFA étudie tous les cartons rouges décernés et a le pouvoir de prolonger la suspension automatique d'une rencontre.

Ronaldo ratera un match à domicile contre Young Boys, le 2 octobre. Le prochain match de la Juve aura lieu le 23 octobre au domicile de Man U, Old Trafford, où Ronaldo a passé six ans. Il a gagné son premier de cinq titres en Ligue des Champions avec United en 2008.

FÊTES NATIONALES

Le Président Bouteflika félicite le Président arménien Armen Sarkissian...

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations à son homologue arménien Armen Sarkissian, à l'occasion de la célébration de la fête nationale de son pays, dans lequel il lui a réitéré sa «volonté» et sa «disponibilité» à œuvrer en vue de promouvoir et renforcer les relations de coopération qui lient les deux pays. «Il m'est particulièrement agréable, au moment où la République d'Arménie célèbre sa fête nationale, de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, nos chaleureuses félicitations accompagnées de mes vœux de santé et de bien-être pour vous-même, de progrès et de prospérité pour le peuple arménien ami», écrit le chef de l'Etat dans son message. «Je saisis cette heureuse occasion pour vous réitérer ma volonté et ma disponibilité à œuvrer, avec vous, en vue de promouvoir et renforcer nos relations de coopération afin de les hisser au niveau des attentes de nos deux pays amis», a affirmé le président Bouteflika.

...et le Président de la République de Malte, Marie-Louise Coleiro Preca

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations à son homologue de la République de Malte, Marie-Louise Coleiro Preca, à l'occasion du 54^e anniversaire de l'indépendance de son pays, dans lequel il a renouvelé sa disponibilité à œuvrer à la promotion continue de la coopération bilatérale. «Il m'est particulièrement agréable, au moment où la République de Malte célèbre le 54^e anniversaire de son indépendance, de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, nos chaleureuses félicitations accompagnées de mes meilleurs vœux de santé pour vous-même, de progrès et de prospérité pour le peuple maltais ami», a écrit le président Bouteflika dans son message. «Je souhaite saisir cette occasion pour vous renouveler ma disponibilité constante à joindre mes efforts aux vôtres pour la promotion continue de la coopération bilatérale, au mieux des intérêts de nos deux peuples», a ajouté le chef de l'Etat.

INVESTITURE DU PRÉSIDENT MALIEN :

Ouyahia à Bamako pour représenter le Président Bouteflika

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, est arrivé hier après-midi à Bamako pour représenter le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la cérémonie d'investiture du président malien, Ibrahim Bouba Karita, prévue aujourd'hui. M. Ouyahia, qui est accompagné par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, aura, à cette occasion, des entretiens avec son homologue malien, Soumeylou Bouyé Maïga. Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement prendront part à la cérémonie d'investiture du président Keita, qui a prêté serment le 4 septembre dernier à Bamako pour un second mandat de 5 ans. Il a été réélu lors du second tour de l'élection présidentielle organisée le 12 août dernier. La Cour constitutionnelle l'a proclamé le 20 août vainqueur de la présidentielle avec 67,16% des suffrages au second tour du 12 août, contre 32,84% à son rival, l'ancien ministre des Finances Soumaïla Cissé.

ALGÉRIE/ÉTATS-UNIS **Antiterrorisme :** l'Algérie resserre l'étau sur les groupes terroristes dans la région (Département d'Etat)

L'Algérie a intensifié en 2017 la sécurisation de ses frontières, maintenant la pression sur les groupes terroristes opérant dans la région, a indiqué le département d'Etat qui évoque «une forte mobilisation» en faveur de la paix et la sécurité régionales.



«L'Algérie a poursuivi des efforts significatifs pour prévenir l'activité terroriste à l'intérieur de ses frontières», relève le département d'Etat dans son rapport 2017 sur le terrorisme dans le monde, publié à Washington.

Le rapport présenté par le coordonnateur pour la lutte antiterroriste au département d'Etat, l'ambassadeur, Nathan Sales, souligne que les chiffres des bilans de la lutte antiterroriste, publiés par l'armée algérienne «montrent (le maintien) d'une pression continue sur les groupes terroristes». Se référant aux constats établis par des analystes spécialisés en sécurité, le rapport soutient que les forces armées algériennes sont parvenues à neutraliser ces groupes extrémistes, s'imposant comme un rempart contre le terrorisme dans la région. «Certains analystes estiment que les pertes continues (subies par les groupes extrémistes) ont considérablement réduit la capacité des groupes terroristes à opérer en Algérie», relève ce rapport rédigé par le bureau du contreterrorisme du département d'Etat pour le Congrès.

Ainsi, «la sécurité des frontières est restée une priorité de premier plan» pour se prémunir de l'infiltration de terroristes venant de pays voisins, indique le rapport qui cite à ce titre les actions de coordination entre les douanes algériennes et tunisiennes le long des frontières communes, le déploiement de soldats supplémentaires sur la frontière avec la Libye, le renforcement de la surveillance sur la frontière ouest et le recours accru aux technologies avancées en matière de surveillance aérienne. Actuellement, tous les postes frontaliers en Algérie ont accès aux bases de données d'Interpol, note, par ailleurs, ce document. Bien qu'elle ne fasse pas partie de la coalition internationale contre le groupe terroriste Daech, l'Algérie a soutenu activement en 2017 les efforts visant à contrer la menace du groupe terroriste autoproclamé Organisation de l'Etat Islamique (Daech/EI) à travers les programmes de renforcement des capacités des pays voisins et la coprésidence du groupe de travail sur le renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme en

Afrique de l'Ouest. Soulignant l'action menée par les forces armées et les différents services de sécurité en matière de contre-espionnage, d'enquêtes, de sécurisation des frontières et aussi de réponse aux crises, le rapport constate que le ministère de la défense nationale a «fourni des rapports en temps opportun» sur les saisies d'armes et de drogue ainsi que sur les opérations d'élimination de terroristes. En 2017, le gouvernement algérien a maintenu une politique stricte qui exclut toute concession aux groupes terroristes qui détiennent des otages, indique le document. Le département de Mike Pompeo note qu'au plan diplomatique, l'Algérie est restée en 2017 «fortement engagée en faveur de la paix et de la sécurité régionales».

Elle préside le comité international de suivi de l'accord de paix au Mali, soutient le processus politique onusien en Libye et participe à divers forums sahélo-sahariens pour discuter des politiques de développement et de sécurité dans la région et coordonner l'action des donateurs. Rappelant également son rôle actif comme membre fondateur du Forum mondial contre le terrorisme et coordonnateur de l'Afrique pour la lutte antiterroriste, le rapport précise que l'Algérie abrite les sièges d'Afrïpol et de l'Unité de fusion et de liaison du Cemoc (Comité d'Etat-major opérationnel conjoint) qui regroupe également le Mali, le Niger et la Mauritanie. Le rapport met en exergue par ailleurs, l'approche algérienne pour contrer l'extrémisme violent qui inclut des programmes de réhabilitation et d'intégration, y compris pour les terroristes repentis. Et souligne les actions menées dans le cadre de cette approche inclusive tels que la dépolitisation des mosquées, la réaffirmation de la tradition sunnite qui promeut la tolérance et la paix et le renforcement du rôle des «mouchidates» dans la prévention de l'extrémisme violent. Dans le cadre de ces efforts, le ministère des Affaires étrangères a publié une brochure sur le rôle de la démocratie dans la lutte contre le terrorisme violent, rappelle-t-il encore.

La Radio nationale lance le concours de poésie «Prix El Manara» dédié à la Grande Mosquée d'Alger



La Radio nationale a annoncé le lancement du concours de poésie «Prix El Manara» dédié à la Grande Mosquée d'Alger avec la participation de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA).

Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 30 octobre prochain, précise jeudi la Radio nationale dans un communiqué. Placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, ce Prix porte sur la description de cet édifice attendu par l'ensemble des musulmans dans le monde en tant que source de diffusion de la modération et du juste milieu et la promotion du dialogue et de la coexistence dans la paix et la sécurité, a indiqué la Radio nationale.

La participation est ouverte à tous les poètes algériens à la condition de concourir, chacun, avec un seul poème en langue arabe classique, de 30 à 40 vers ou de 50 à 60 lignes pour la poésie en prose.

Le meilleur poème sera récompensé d'un prix de 1 million de DA et les deux suivants (deuxième et troisième) des prix d'encouragement de 500.000 DA chacun. Les textes, aux quels seront joints la pièce d'identité, le CV en langue arabe, une photo récente, l'adresse postale et électronique et le numéro de téléphone, doivent être déposés au niveau du bureau d'ordre au 8^e étage du siège de la Radio nationale, en une copie imprimée en Word et une autre sur CD dans une enveloppe fermée portant la mention «Prix El Manara Echaaaria» ou envoyés à l'adresse de la Radio nationale (21 Boulevard des martyrs Alger) ou à l'adresse électronique (prixmanaraalgerian-radio.dz). Pour plus de détails sur ce concours, les intéressés peuvent consulter le site officiel de la Radio algérienne (www.radioalgerie.dz).

26 AU 29 SEPTEMBRE À ORAN 3^e Salon de la promotion immobilière et de l'aménagement urbain

La 3^e édition du Salon de la promotion immobilière et de l'aménagement urbain «IMMO-WEST 2018», se tiendra au Palais des expositions «EMEC» de Hai Medina Jdid à Oran du 26 au 29 septembre, a-t-on appris des organisateurs. Organisée par la société «SPP communication», IMMO-WEST 2018 regroupera tous les acteurs et intervenants dans les secteurs de la promotion immobilière et de l'aménagement urbain, à savoir les promoteurs immobiliers, les institutions professionnelles, les architectes, les maîtres d'ouvrages, les concepteurs, les investisseurs et les banques.

Les organisateurs de ce salon ambitionnent de le positionner comme un des rendez-vous économiques les plus importants dans le domaine de l'immobilier et de l'urbanisme, a-t-on souligné dans un communiqué. Le choix d'Oran comme ville d'accueil est justifié par l'importance des projets lancés dans les secteurs de la promotion immobilière, de l'habitat et de l'aménagement urbain dans les différentes villes dans l'Ouest, a-t-on expliqué de même source. «Selon les données officielles, des centaines de projets sont approuvés chaque année dans le but d'impulser une nouvelle dynamique, non seulement à Oran, mais dans toutes les wilayas limitrophes, pour permettre ainsi l'amélioration du climat d'affaires aux investisseurs et créer de l'emploi dans la région dans l'Ouest» du pays, a-t-on souligné. «Le salon vise à offrir un espace d'échange et de réflexion sur la promotion immobilière, dans lequel les différents acteurs peuvent chercher et proposer des solutions et perspectives d'avenir au métier d'immobilier».